

Le

BO

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

NUMÉRO SPÉCIAL

● ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS

ADMINISTRATIVES PARITAIRES :

- PERSONNELS ENSEIGNANTS

DU PREMIER DEGRÉ

- PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'ÉDUCATION

ET D'ORIENTATION DU SECOND DEGRÉ

ministère
éducation
nationale
enseignement
supérieur
recherche



COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

-
- 5 **Élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles**
A. du 12-7-2005 (NOR : MENP0501461A)
- 7 **Annexe I** - Départements comptant au 1er janvier 2005 au moins 2 800 emplois d'instituteur et de professeur des écoles
- 7 **Annexe II** - Départements comptant au 1er janvier 2005 un nombre d'emplois d'instituteur et de professeur des écoles égal ou supérieur à 1 500 et inférieur à 2 800
- 7 **Annexe III** - Départements comptant au 1er janvier 2005 moins de 1 500 emplois d'instituteur et de professeur des écoles
- 8 **Élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires de certains personnels relevant de la direction des personnels enseignants**
A. du 12-7-2005 (NOR : MENP0501462A)
- 11 **Élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des professeurs d'enseignement général de collège**
A. du 12-7-2005 (NOR : MENP0501463A)
- 12 **Organisation des élections aux commissions administratives paritaires des instituteurs et des professeurs des écoles, des personnels enseignants du second degré, d'éducation et d'orientation**
N.S. n° 2005-104 du 12-7-2005 (NOR : MENP0501464N)

- 14 **Annexe technique I** - Organisation des élections dans le premier degré
- 26 **Annexe A** : Calendrier en cas de nouveau scrutin
- 27 **Annexe B** : Modèle de bulletin de vote
- 28 **Annexe technique II** - Organisation des élections dans le second degré
- 40 **Annexe A** : Calendrier en cas de second tour
- 41 **Annexe B** : Modèle de bulletin de vote
- 42 **Annexe informatique commune** aux élections professionnelles
des personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation
et d'orientation



Directeur de la publication : Pierre Maurel - **Directrice de la rédaction** : Nicole Krasnopolski -
Rédacteur en chef : Jacques Aranhas - **Rédactrice en chef adjointe** : Laurence Martin -
Rédacteur en chef adjoint (Textes réglementaires) : Hervé Célestin - **Secrétaire générale de la**
rédaction : Micheline Burgos - **Préparation technique** : Monique Hubert - **Chef-maquettiste** :
Bruno Lefebvre - **Maquettistes** : Laurette Adolphe-Pierre, Béatrice Heuline, Eric Murail, Karin Olivier,
Pauline Ranck ● **RÉDACTION ET RÉALISATION** : **Délégation à la communication**, bureau des publications, 110, rue
de Grenelle, 75357 Paris 07 SP. Tél. 01 55 55 34 50, fax 01 55 55 29 47 ● **DIFFUSION ET ABONNEMENTS** : CNDP
Abonnement, B- 750 - 60732 STE GENEVIÈVE CEDEX. Tél. 03 44 03 32 37, fax 03 44 12 57 70. ● **Le B.O.** est une
publication du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AUX CAP COMMUNES AUX CORPS DES INSTITUTEURS ET DES PROFESSEURS DES ÉCOLES

A. du 12-7-2005
NOR : MENP0501461A
RLR : 720-1
MEN - DPE A4

Vu L. n° 83-634 du 13-7-1983 mod. ; L. n° 84-16 du 11-1-1984 mod. ; D. n° 82-451 du 28-5-1982 mod. ; D. n° 90-770 du 31-8-1990 mod. ; A. du 23-8-1984 mod.

Article 1 - La date du premier tour des élections pour la désignation des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale et aux commissions administratives paritaires locales uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles est fixée au **6 décembre 2005**.

Si aucune liste n'est déposée par les organisations syndicales représentatives, pour le premier tour des élections, le nouveau scrutin est fixé à la même date du **6 décembre 2005**.

Si le nombre de votants, lors du premier tour des élections, est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits, il n'est pas procédé, conformément aux dispositions de l'article 23 bis du décret du 28 mai 1982 susvisé, au dépouillement du premier tour et un deuxième tour est fixé au **31 janvier 2006**.

Article 2 - Les listes des candidats devront être déposées **au plus tard le 6 octobre 2005 à 17 heures**, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (bureau DPE A4, 34, rue de Châteaudun, 75009 Paris), pour la commission administrative paritaire nationale, dans les inspections académiques, ainsi qu'aux rectorats de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Paris et de la Réunion et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour les commissions administratives paritaires locales.

Si aucune organisation syndicale représentative n'a déposé une liste au premier tour, les listes de candidats en vue du nouveau scrutin doivent être déposées **au plus tard le 10 octobre 2005 à 17 heures**, dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'alinéa précédent.

Si le nombre des votants, lors du premier tour, est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits, les listes de candidats



en vue du deuxième tour doivent être déposées **au plus tard le 9 décembre 2005 à 17 heures**, dans les mêmes conditions que celles énoncées au premier alinéa.

Article 3 - Il est créé une section de vote dans chaque école publique de huit classes et plus, ainsi que dans les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) et les écoles régionales du premier degré (ERPD).

Le scrutin se déroulera publiquement de 9 heures à 15 heures. Il pourra être clos avant 15 heures si tous les électeurs inscrits à la section ont participé au vote.

Article 4 - Il est, en outre, créé une section de vote dans chaque inspection académique ainsi qu'aux rectorats de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Paris et de la Réunion et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Sont rattachés à cette section de vote et votent obligatoirement par correspondance :

- les instituteurs et les professeurs des écoles de moins de huit classes ;
- les instituteurs et les professeurs des écoles en congé administratif, en congé parental ou en congé de présence parentale, en congé de longue durée, en congé de longue maladie, en congé de formation professionnelle, en stage long ; les instituteurs et les professeurs des écoles titulaires-remplaçants rattachés administrativement à une brigade ou à une zone d'intervention localisée ; les instituteurs et les professeurs des écoles affectés sur un poste de réadaptation ou de réemploi ; les instituteurs et les professeurs des écoles exerçant dans un réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, à l'exception de ceux qui sont chargés d'une classe d'adaptation permanente dans une école d'au moins huit classes ; les instituteurs et les professeurs des écoles maîtres-formateurs n'exerçant pas dans une école ; les instituteurs et les professeurs des écoles exerçant dans les collèges ou dans les lycées ;
- les instituteurs et les professeurs des écoles en fonction dans les IUFM ou dans des services divers et les instituteurs et les professeurs des écoles détachés ou mis à disposition.

Article 5 - Il est créé dans chaque inspection académique ainsi qu'aux rectorats de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Paris et de la Réunion, et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon, un bureau de vote spécial chargé du dépouillement du scrutin de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale.

Article 6 - Il est créé dans chaque inspection académique ainsi qu'aux rectorats de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Paris et de la Réunion et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon, un bureau de vote central chargé de constater le quorum prévu à l'article 23 bis du décret du 28 mai 1982 susvisé, de dépouiller le scrutin des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires locales ainsi que de proclamer les résultats.

Article 7 - Il est créé au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, bureau DPE A4, un bureau de vote central chargé de constater le quorum prévu à l'article 23 bis du décret du 28 mai 1982 susvisé et de proclamer les résultats des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale.

Article 8 - La liste des départements comptant au moins 2 800 emplois d'instituteur et de professeur des écoles dans lesquels la commission administrative paritaire locale compte dix représentants titulaires du personnel, la liste des départements dont le nombre d'emplois d'instituteur et de professeur des écoles est égal ou supérieur à 1 500 et inférieur à 2 800 dans lesquels la commission administrative paritaire locale compte sept représentants titulaires du personnel et la liste des départements dont le nombre d'emplois d'instituteur et de professeur des écoles est inférieur à 1 500 dans lesquels la commission administrative paritaire locale compte cinq représentants titulaires du personnel, figurent dans les annexes du présent arrêté.

Article 9 - Le directeur des personnels enseignants, les recteurs des académies de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Paris et de la Réunion, les inspecteurs d'académie,

directeurs des services départementaux de l'éducation nationale, et le chef du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au B.O.

Fait à Paris, le 12 juillet 2005
Pour le ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
Le directeur des personnels enseignants
Pierre-Yves DUWOYE

Annexe I

DÉPARTEMENTS COMPTANT AU 1^{ER} JANVIER 2005 AU MOINS 2 800 EMPLOIS D'INSTITUTEUR ET DE PROFESSEUR DES ÉCOLES

Ain, Aisne, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Calvados, Doubs, Eure, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Isère, Loire, Loire-Atlantique, Loiret, Maine-et-Loire, Marne, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Oise, Nord, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Haute-Savoie, Paris, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Yvelines, Somme, Var, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Guadeloupe, Martinique, La Réunion.

Annexe II

DÉPARTEMENTS COMPTANT AU 1^{ER} JANVIER 2005 UN NOMBRE D'EMPLOIS D'INSTITUTEUR ET DE PROFESSEUR DES ÉCOLES ÉGAL OU SUPÉRIEUR À 1 500 ET INFÉRIEUR À 2 800

Allier, Ardennes, Aube, Aude, Charente, Charente-Maritime, Cher, Côte d'Or, Côtes-d'Armor, Dordogne, Drôme, Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Landes, Loir-et-Cher, Lot-et-Garonne, Manche, Morbihan, Pyrénées-Atlantiques, Pyrénées-Orientales, Sarthe, Savoie, Deux-Sèvres, Tarn, Vaucluse, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges, Yonne, Guyane.

Annexe III

DÉPARTEMENTS COMPTANT AU 1^{ER} JANVIER 2005 MOINS DE 1 500 EMPLOIS D'INSTITUTEUR ET DE PROFESSEUR DES ÉCOLES

Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ardèche, Ariège, Aveyron, Cantal, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Creuse, Gers, Indre, Jura, Haute-Loire, Lot, Lozère, Haute-Marne, Mayenne, Meuse, Nièvre, Orne, Hautes-Pyrénées, Haute-Saône, Tarn-et-Garonne, Territoire-de-Belfort.

ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AUX CAP DE CERTAINS PERSONNELS RELEVANT DE LA DIRECTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

A. du 12-7-2005

NOR : MENP0501462A

RLR : 625-1 ; 625-0a ; 801-1 ; 910-0

MEN - DPE A1

Vu L. n° 83-634 du 13-7-1983 mod., ens. L. n° 84-16 du 11-1-1984 ; D. n° 82-451 du 28-5-1982 mod. ; D. n° 84-914 du 10-10-1984 mod. ; D. n° 87-495 du 3-7-1987 mod. ; D. n° 87-496 du 3-7-1987 mod. ; D. n° 91-973 du 23-9-1991 mod. ; A. du 23-8-1984 mod.

Article 1 - I. Est fixée au **6 décembre 2005** la date du premier tour des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de chacun des corps de fonctionnaires ci-après désignés :

1. professeurs de chaires supérieures ;
2. professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;
3. professeurs certifiés, adjoints d'enseignement et chargés d'enseignement ;
4. professeurs d'éducation physique et sportive ;
5. chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ;
6. professeurs de lycée professionnel ;
7. conseillers principaux d'éducation ;

8. directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues.

- II. Est fixée au **6 décembre 2005** la date du second tour des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des corps ci-dessus mentionnés, si aucune organisation syndicale représentative n'a déposé de liste au premier tour.

- III. Est fixée au **31 janvier 2006** la date du second tour des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des corps ci-dessus mentionnés, si le nombre de votants au premier tour est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits.

Le scrutin se déroule publiquement de **9 heures à 17 heures**. Il pourra être clos avant 17 heures si tous les électeurs inscrits à la section de vote ont participé au vote.

Article 2 - Les listes de candidats doivent être déposées **au plus tard le 6 octobre 2005 à 17 heures**, au bureau DPE A1 (ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, direction des personnels enseignants, 34, rue de Châteaudun, Paris 9ème) pour les commissions administratives paritaires nationales, au rectorat de chaque académie pour les commissions administratives paritaires académiques. Si aucune organisation syndicale n'a présenté de liste au premier tour, les listes de candidats doivent être déposées **au plus tard le 10 octobre 2005 à 17 heures** au bureau DPE A1 pour les commissions administratives paritaires nationales, au rectorat de chaque académie pour les commissions administratives paritaires académiques.

Si le nombre de votants au premier tour est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits, les listes de candidats doivent être déposées **au plus tard le 9 décembre 2005 à 17 heures**, au bureau DPE A1, pour les commissions administratives paritaires nationales, au rectorat de chaque académie pour les commissions administratives paritaires académiques.

Article 3 - Des sections de vote sont créées :

a) dans chacun des établissements publics locaux d'enseignement suivants : lycées d'enseignement général et technologique, lycées professionnels, collèges, établissements régionaux d'enseignement adapté, établissements régionaux du premier degré ;

b) dans chaque centre d'information et d'orientation ;

c) au rectorat de chaque académie, pour le vote par correspondance pour :

- les personnels affectés dans les établissements publics d'enseignement supérieur, à l'exception des personnels détachés ;

- les personnels exerçant leurs fonctions dans des établissements d'enseignement privés sous contrat d'association ou dans des établissements publics d'enseignement ou de formation autres que ceux mentionnés au a) ci-dessus ;

- les personnels rattachés aux rectorats et inspections académiques ;

- les personnels relevant de la direction des personnels enseignants détachés dans les corps de personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation ;

- les personnels relevant de la direction des personnels enseignants détachés dans les corps des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux et inspecteurs de l'éducation nationale ;

- les personnels en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé administratif, en congé de formation professionnelle et en position de congé parental ou de congé de présence parentale, sous réserve des dispositions du dernier tiret du g) ci-après ;

- les personnels placés en réadaptation ou en réemploi ;

- les personnels mis à disposition en application de l'article 41 de la loi du 11 janvier 1984 ;

d) aux vice-rectorats de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte pour le vote par correspondance des personnels qui y exercent leurs fonctions ;

e) au rectorat de l'académie de Strasbourg, pour le vote par correspondance des personnels nommés dans les écoles européennes ;

f) au rectorat de l'académie de Montpellier, pour le vote par correspondance des personnels exerçant dans les établissements de la Principauté d'Andorre ;

g) au bureau des personnels des lycées et collèges détachés et du recrutement des personnels pour l'enseignement à l'étranger (DPE B5), ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, direction des personnels enseignants, pour le vote par correspondance :

- des personnels affectés à l'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

- des personnels affectés à l'Office national d'information sur les enseignements et les professions ;

- des personnels placés en position de détachement à l'exclusion des personnels enseignants

détachés dans un autre corps de personnels enseignants ;

- des personnels d'éducation et d'orientation détachés dans des corps de personnels enseignants ;

- des personnels exerçant leurs fonctions à Wallis-et-Futuna et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

- des personnels placés en position de congé parental accordé immédiatement à l'issue d'un détachement en France ou à l'étranger, à l'exclusion des personnels visés au f) ci-dessus.

Article 4 - Des bureaux de vote spéciaux chargés du dépouillement du scrutin concernant les commissions administratives paritaires nationales sont créés :

a) au rectorat de chaque académie pour le vote des personnels votant dans les sections visées aux a), b) et c) de l'article 3 ;

b) aux vice-rectorats de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte pour le vote des personnels visés au d) de l'article 3 ;

c) au rectorat de l'académie de Strasbourg pour le vote des personnels visés au e) de l'article 3 ;

d) au rectorat de l'académie de Montpellier, pour le vote des personnels visés au f) de l'article 3 ;

e) au bureau DPE B5, pour le vote des personnels visés au g) de l'article 3.

Article 5 - Des bureaux de vote centraux chargés de constater le quorum prévu par l'article 23 bis du décret du 28 mai 1982 susvisé, de dépouiller le scrutin et de proclamer les résultats des élections

sont créés :

- au rectorat de chaque académie pour les commissions administratives paritaires académiques compétentes à l'égard des personnels visés à l'article 1er ci-dessus, à l'exclusion des personnels mentionnés au 1 de cet article ;

- aux vice-rectorats de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte pour les commissions administratives paritaires locales compétentes à l'égard des personnels mentionnés à l'article 1er, à l'exclusion des personnels mentionnés aux 1, 5, 7 et 8 de cet article.

Article 6 - Un bureau de vote central chargé de constater le quorum, prévu par l'article 23 bis du décret du 28 mai 1982 susvisé, et de proclamer les résultats des élections aux commissions administratives paritaires nationales est créé au bureau DPE A1.

Article 7 - Le directeur des personnels enseignants, les recteurs d'académie et les vice-recteurs de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au B.O.

Fait à Paris, le 12 juillet 2005

Pour le ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,

Le directeur des personnels enseignants
Pierre-Yves DUWOYE

ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AUX CAP DES PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL DE COLLÈGE

A. du 12-7-2005
NOR : MENP0501463A
RLR : 801-1
MEN - DPE A1

Vu L. n° 83-634 du 13-7-1983 mod., ens. L. n° 84-16 du 11-1-1984 ; D. n° 82-451 du 28-5-1982 mod. ; D. n° 86-492 du 14-3-1986 mod. ; A du 23-8-1984 mod.

Article 1 - Les dates et les horaires du scrutin des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des professeurs d'enseignement général de collège sont fixées dans les conditions prévues à l'article 1er de l'arrêté du 12 juillet 2005 relatif aux élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains personnels relevant de la direction des personnels enseignants.

Article 2 - Les listes de candidats sont déposées au rectorat de chaque académie dans les conditions prévues à l'article 2 de ce même arrêté.

Article 3 - Une section de vote est créée :

- dans chaque collège ;
- au rectorat de chaque académie pour le vote par correspondance :
 - des personnels en fonctions dans d'autres établissements ou services que ceux mentionnés au a) ;
 - des personnels en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé administratif, en congé de formation profes-

sionnelle et en position de congé parental ou de congé de présence parentale ;

- des personnels placés en réadaptation ou en réemploi ;

- des personnels mis à disposition au titre de l'article 41 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ;

- des personnels en service détaché et des personnels affectés en Polynésie Française, à Wallis-et-Futuna, en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans la Principauté d'Andorre.

Article 4 - Un bureau de vote central chargé de constater le quorum, prévu par l'article 23 bis du décret du 28 mai 1982 susvisé, de dépouiller le scrutin et de proclamer les résultats des élections aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels visés à l'article 1er est créé au rectorat de chaque académie.

Article 5 - Les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au B.O.

Fait à Paris, le 12 juillet 2005

Pour le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et par délégation,

Le directeur des personnels enseignants
Pierre-Yves DUWOYE

ORGANISATION DES ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES DES INSTITUTEURS ET DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, DES PERSONNELS ENSEIGNANTS DU SECOND DEGRÉ, D'ÉDUCATION ET D'ORIENTATION

N.S. n° 2005-104 du 12-7-2005
NOR : MENP0501464N
RLR : 625-0a ; 625-1 ; 720-1 ; 801-1 ; 910-0
MEN - DPE A1 - DPE A4

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux vice-recteurs ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'éducation nationale ; au chef du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon

■ Les arrêtés du 12 juillet 2005 fixent les dates des premier et second tours des élections aux commissions administratives paritaires des personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et d'orientation : instituteurs et professeurs des écoles ; professeurs de chaires supérieures ; professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ; professeurs certifiés ; adjoints d'enseignement ; chargés d'enseignement ; professeurs de lycée professionnel ; professeurs

d'éducation physique et sportive ; chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ; conseillers principaux d'éducation ; directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues ; professeurs d'enseignement général de collège.

Pour vous permettre d'organiser dès à présent le travail de vos services, des instructions pour l'organisation des élections vous sont communiquées dans les deux annexes techniques et dans l'annexe informatique ci-après.

L'annexe technique I précise l'organisation des élections aux commissions administratives paritaires des personnels de l'enseignement du premier degré.

L'annexe technique II précise l'organisation



des élections aux commissions administratives paritaires des personnels de l'enseignement du second degré, d'éducation et d'orientation.

L'annexe informatique, commune aux personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et d'orientation, précise les modalités de transmission et d'échange, sous forme électronique, des documents nécessaires à la tenue des élections.

Rappel des dispositions réglementaires applicables

Les opérations électorales sont organisées selon les dispositions :

- du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires et de la circulaire du ministère chargé de la fonction publique du 23 avril 1999 relative à l'application dudit décret (JO du 19 juin 1999) sauf lorsque les décrets particuliers aux différents corps prévoient des dispositions contraires ;

- de l'arrêté du 23 août 1984 relatif aux modalités du vote par correspondance ;

- de la note de service n° 87-195 du 7 juillet 1987 relative aux modalités d'organisation des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires à l'exclusion des points rendus inapplicables par les textes postérieurs ;

- s'agissant du premier degré, du décret n° 90-770 du 31 août 1990 relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles ;

- s'agissant du second degré, des décrets n° 84-914 du 10 octobre 1984 relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants du second degré ; n° 86-492 du 14 mars 1986 relatif au statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège ; n° 87-495 du 3 juillet 1987 relatif aux commissions administratives paritaires des professeurs de lycée professionnel ; n° 87-496 du 3 juillet 1987 relatif aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des conseillers principaux d'éducation et n° 91-973 du 23 septembre 1991 relatif aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des directeurs de centre d'information et d'orientation et des conseillers d'orientation-psychologues.

Enfin, je vous invite à concerter dès que possible avec les organisations syndicales, les modalités de préparation des opérations électorales.

Pour le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et par délégation,

Le directeur des personnels enseignants
Pierre-Yves DUWOYE

Annexe technique I

ORGANISATION DES ÉLECTIONS DANS LE PREMIER DEGRÉ

Un décret, en instance de publication, modifie le décret n° 90-770 du 31 août 1990 modifié relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2005.

Le décret à paraître fixe la représentation des personnels au sein des commissions administratives paritaires selon la répartition suivante :

- 10 membres titulaires, professeurs des écoles et instituteurs, pour la commission paritaire nationale et les commissions des départements comptant au moins 2 800 emplois au 1er janvier 2005 (chaque titulaire a deux suppléants) ;
- 7 membres titulaires, professeurs des écoles et

instituteurs, pour les commissions des départements dont le nombre d'emplois au 1er janvier 2005 est égal ou supérieur à 1 500 et inférieur à 2 800 (chaque titulaire a deux suppléants) ;

- 5 membres titulaires, professeurs des écoles et instituteurs, pour les commissions des départements comptant moins de 1 500 emplois au 1er janvier 2005 (chaque titulaire a deux suppléants) ;

- 3 membres titulaires, professeurs des écoles et instituteurs, pour la commission de Saint-Pierre-et-Miquelon (chaque titulaire a un suppléant).

Pour la constitution de ces commissions, la classe normale et la hors-classe du corps des professeurs des écoles sont donc considérées comme constituant un seul et même grade.

Les principaux points relatifs à l'organisation de ces élections sont précisés ci-dessous.

I - CALENDRIER DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES

Jeudi 6 octobre 2005, à 17 heures	Date et heure limites pour le dépôt des listes de candidats et d'un exemplaire des professions de foi au ministère de l'éducation nationale, direction des personnels enseignants (bureau DPE A4, 34, rue de Châteaudun, 75009 Paris) pour la commission administrative paritaire nationale, dans les inspections académiques, les rectorats de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Paris et de la Réunion, pour les commissions administratives paritaires départementales, et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour la commission administrative paritaire de cette collectivité territoriale. Dépôt des professions de foi et des listes de candidats sous forme électronique pour le vote à la CAPN.
Jeudi 6 octobre 2005	Affichage des listes de candidats présentées par les organisations syndicales représentatives, à l'administration centrale pour le vote à la CAPN, dans les inspections académiques, les cinq rectorats susmentionnés et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour le vote aux CAPD.
Vendredi 7 octobre 2005, à 17 heures	Date et heure limites de dépôt des maquettes des bulletins de vote à l'administration centrale, dans les inspections académiques, les cinq rectorats susmentionnés et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon (le dépôt s'effectue également sous forme électronique pour la CAPN).
Lundi 10 octobre 2005	Ouverture des plis contenant les professions de foi relatives au vote à la CAPN et au vote aux CAPD.
Jeudi 13 octobre 2005	Date limite pour l'affichage des listes électorales dans les sections de vote (à l'exception du rectorat de la Réunion pour qui cette date est fixée au lundi 24 octobre).
Mardi 18 octobre 2005, à 17 heures	Date et heure limites pour le dépôt des professions de foi dans les inspections académiques, les cinq rectorats susmentionnés et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon.
Du mercredi 26 octobre au vendredi 4 novembre 2005	Passage du prestataire de service pour le ramassage du matériel de vote destiné aux électeurs votant par correspondance.
Vendredi 4 novembre 2005	Date limite d'envoi du matériel de vote par les inspections académiques aux sections de vote.
Jeudi 10 novembre 2005	Date à partir de laquelle les professions de foi télématiques pourront être consultées sur le site internet du ministère.
Mardi 15 novembre 2005	Date limite pour l'affichage des listes de candidats et des professions de foi dans les sections de vote.
Mardi 6 décembre 2005	Scrutin (de 9 heures à 15 heures), puis recensement, dans chaque section de vote, des votes émis directement et des votes par correspondance et transmission immédiate des plis les contenant à l'inspection académique : au bureau de vote central pour le vote à la CAPD et au bureau de vote spécial pour le vote à la CAPN. Recensement des votes adressés à la section de vote créée à l'inspection académique pour les électeurs votant obligatoirement par correspondance.
Jeudi 8 décembre 2005 (au plus tard)	Le bureau de vote central, institué pour le vote à la CAPD, vérifie que le quorum est atteint. Le bureau de vote spécial, institué pour le vote à la CAPN, communique la participation à ce vote au bureau de vote central à l'administration centrale qui vérifie que le quorum est atteint et en informe aussitôt les bureaux de vote spéciaux.
Vendredi 9 décembre 2005	Dépouillement du vote à la CAPD et dépouillement du vote à la CAPN (si le quorum est atteint pour chacun de ces scrutins). Proclamation des résultats du vote à la CAPD par le bureau de vote central. Transmission des résultats du dépouillement du vote à la CAPN par le bureau de vote spécial au bureau de vote central à l'administration centrale.
Vendredi 6 janvier 2006	Proclamation des résultats du vote à la CAPN par le bureau de vote central à l'administration centrale.

Dans l'hypothèse où aucune liste ne serait déposée par les organisations syndicales représentatives à la date du 6 octobre 2005 ou dans l'hypothèse où le quorum requis ne serait pas atteint, pour le vote à la CAPD ou pour le vote à la CAPN, les calendriers des nouveaux scrutins figurent en annexe.

II - ORGANISATION DES ÉLECTIONS

1 - Liste électorale

a) Sont admis à voter :

- les instituteurs et les professeurs des écoles titulaires, en position d'activité, même s'ils exercent à temps partiel ou s'ils bénéficient de l'un des congés visés à l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée : congé de maladie, de longue maladie, de longue durée, de maternité, de paternité ou d'adoption, d'accompagnement de personne en fin de vie, de formation professionnelle ou pour formation syndicale. Sont également électeurs ceux qui, à la date du scrutin, sont en congé administratif ;
- les instituteurs et les professeurs des écoles mis à disposition en application de l'article 41 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée ;
- les instituteurs et les professeurs des écoles en congé parental ou en congé de présence parentale en application de l'article 54 et 54 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée ;
- les instituteurs et les professeurs des écoles placés en position de détachement ;
- les instituteurs et les professeurs des écoles en cessation progressive d'activité.

b) Ne sont pas admis à voter :

- les instituteurs et les professeurs des écoles placés en position hors-cadre, en disponibilité ou en position de non-activité en vue de poursuivre des études d'intérêt professionnel ;
- les instituteurs et les professeurs des écoles en congé de fin d'activité ;
- les fonctionnaires stagiaires.

c) Cas particuliers :

- les professeurs des écoles stagiaires titulaires dans le corps des instituteurs sont électeurs au titre de ce dernier corps ;
- les fonctionnaires détachés dans un emploi du

corps des instituteurs ou des professeurs des écoles sont admis à voter au titre du corps considéré ;

- les professeurs des écoles stagiaires bénéficiant d'une prolongation automatique de stage qui se terminerait avant la date du scrutin, et pour qui l'arrêté de titularisation ne pourrait intervenir avant le 6 décembre 2005 alors que cette titularisation à compter d'une date antérieure à celle du scrutin n'apparaît pas douteuse doivent être considérés comme électeurs et figurer sur la liste électorale ;

- les instituteurs titulaires et les professeurs des écoles titulaires, stagiaires dans un autre corps, sont électeurs ;
- les fonctionnaires de catégorie A détachés dans le corps des professeurs des écoles sont électeurs.

La liste des électeurs appelés à voter dans une section de vote est arrêtée par les soins de l'inspecteur d'académie ou du chef du service de l'éducation nationale à Saint-Pierre-et-Miquelon. La qualité d'électeur s'apprécie au jour de l'élection. Le nom d'usage, le prénom, le grade et l'affectation des professeurs des écoles et des instituteurs, à l'exclusion de toute autre mention à caractère personnel, doivent être portés sur la liste électorale.

Elle sera obligatoirement affichée dans chaque section de vote **au plus tard le 13 octobre 2005** (à l'exception du rectorat de la Réunion pour qui cette date est fixée au 24 octobre 2005).

Je rappelle que les listes électorales ainsi établies sont des documents administratifs communicables à toute organisation syndicale qui en fait la demande, qu'elle présente ou non des candidats aux commissions administratives paritaires nationale ou locales. Il vous appartient, en conséquence, de les leur communiquer, dès qu'elles sont établies, **au plus tard le 13 octobre 2005** (24 octobre 2005 pour le rectorat de la Réunion).

Cette communication s'effectue normalement selon les formes précisées dans l'annexe informatique, à la condition expresse que les syndicats destinataires s'engagent à ne pas utiliser les données ainsi communiquées à d'autres fins que celles liées à l'élection considérée.

Il vous appartient enfin de statuer sur d'éventuelles réclamations formulées dans les délais prévus à l'article 13 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires.

2 - Éligibilité-candidatures

a) Éligibilité

Le principe est que tous les électeurs sont éligibles sous réserve des exceptions mentionnées à l'article 14 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié.

En outre, l'éligibilité à une commission administrative paritaire locale suppose que les candidats soient en fonction dans la circonscription territoriale depuis trois mois au moins à la date du scrutin, la date administrative et financière de la rentrée scolaire étant fixée au 1er septembre 2005.

Les dispositions de l'article 16 du décret du 28 mai 1982 prévoient un délai, après la date limite de dépôt des candidatures, pour la vérification de l'éligibilité des candidats et leur éventuel remplacement.

b) Établissement des listes

Chaque liste doit comprendre autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir, titulaires et suppléants.

Le décret à paraître permet une représentation indifférenciée entre les instituteurs et les professeurs des écoles, la classe normale et la hors-classe du corps des professeurs des écoles étant considérées, pour l'élection, comme constituant un seul et même grade. Les candidats pourront donc appartenir à l'un ou l'autre corps et pour les professeurs des écoles à l'une ou l'autre classe. Les noms sont classés suivant l'ordre de présentation des candidats et complétés par l'indication du prénom, de la fonction ou de la spécialité (directeur d'école, directeur d'établissement spécialisé, directeur-adjoint chargé de SEGPA, chargé d'école, adjoint, spécialisé, psychologue scolaire ou rééducateur, maître-formateur, titulaire-remplaçant, ...) et de l'affectation (école ou établissement et ville), éventuellement provisoire, des intéressés. Il sera utile de se référer à l'arrêté de nomination pris par l'inspecteur d'académie. La mention titulaire ou suppléant ne doit pas figurer.

Le nom porté sur la liste est soit le nom patronymique qui figure sur l'acte d'état civil, soit le nom d'usage (par exemple pour les femmes mariées, le nom d'usage peut être le patronyme de l'époux ou leurs patronymes accolés). Les déclarations de candidature permettront aux candidats de choisir le nom qu'ils souhaitent voir figurer sur la liste.

En ce qui concerne les listes présentées pour l'élection à la CAPN, l'affectation correspond à la ville et au département.

Il rappelle qu'il y aura des premiers et deuxièmes suppléants pour la commission administrative paritaire nationale ainsi que pour chaque commission administrative paritaire départementale. En revanche, la commission administrative paritaire de Saint-Pierre-et-Miquelon ne comportera qu'un nombre de suppléants égal à celui des titulaires.

Toute liste présentant un nombre insuffisant de candidats sera considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour la commission administrative paritaire considérée.

c) Dépôt des listes de candidats

Les listes de candidats, établies conformément aux dispositions réglementaires, devront être déposées par les organisations syndicales représentatives le **6 octobre 2005 à 17 heures au plus tard** au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (bureau DPE A4, 34, rue Châteaudun, 75009 Paris) pour la commission administrative paritaire nationale (**également sous format électronique : voir annexe informatique**), dans les inspections académiques et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour les commissions locales.

La participation au premier tour de scrutin est réservée aux organisations syndicales de fonctionnaires représentatives au sens du 4ème alinéa de l'article 14 de la loi du 11 janvier 1984. Cette représentativité s'apprécie soit au titre des résultats obtenus dans les trois fonctions publiques, soit au titre de l'article L133-2 du code du travail, selon lequel les organisations syndicales de fonctionnaires doivent satisfaire, dans le cadre où est organisée l'élection, à certains

critères (concernant notamment les effectifs, l'indépendance, les cotisations, l'expérience et l'ancienneté).

Il appartient aux recteurs des académies de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Paris et de la Réunion, aux inspecteurs et inspectrices d'académie, directeurs et directrices des services départementaux de l'éducation nationale, et au chef du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon d'apprécier la représentativité des listes présentées au titre de la commission administrative paritaire départementale. En cas de doute, vous pouvez prendre l'attache du bureau DPE A4. Si vous constatez qu'une liste ne satisfait pas aux conditions ci-dessus, vous remettez au délégué de la liste en cause, au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes, une décision motivée d'irrecevabilité de ladite liste.

Cela suppose qu'il ait été procédé à une analyse préalable de la représentativité syndicale. À cette fin les organisations syndicales peuvent être invitées à faire connaître à l'administration, antérieurement au dépôt des listes, leur intention de participer au scrutin. Rien ne s'oppose, par ailleurs, à ce que l'administration demande aux organisations syndicales de lui fournir, si nécessaire, des éléments utiles à l'appréciation de leur représentativité.

Une procédure d'urgence, prévue au 8ème alinéa de l'article 14 de la loi du 11 janvier 1984 modifiée, permettant de contester le refus de la recevabilité des listes de candidats, au regard de leur représentativité, est instituée devant le tribunal administratif (dans les trois jours qui suivent la date limite du dépôt des candidatures, le tribunal administratif statuant dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête). Par un avis du 6 décembre 1999 publié au J.O. du 1er janvier 2000, le Conseil d'État a précisé que ce recours n'est ouvert qu'aux organisations syndicales dont l'administration a déclaré la liste irrecevable, la contestation éventuelle de la décision admettant la recevabilité d'une liste devant s'opérer à l'occasion du contentieux des élections dont elle n'est pas détachable.

Il convient de procéder à l'affichage des listes

de candidats jugées recevables le jour du dépôt des listes.

En cas de recours devant le tribunal administratif sur la recevabilité des listes, il appartiendra à la cellule juridique du rectorat de suivre attentivement le déroulement de la procédure compte tenu des délais très courts dans lesquels elle s'inscrit et de produire très rapidement les mémoires exposant la position de l'administration en liaison, en tant que de besoin, avec les services de la direction des affaires juridiques.

La décision rendue par le tribunal est immédiatement exécutoire, la procédure d'appel n'étant pas suspensive. Le processus électoral doit être poursuivi en intégrant la ou les listes dont le tribunal a admis la recevabilité.

Lors de son dépôt, chaque liste de candidats doit impérativement porter le nom d'un fonctionnaire, délégué de liste, habilité à représenter la liste lors des opérations électorales. Il peut ne pas être lui-même candidat aux élections ni même être électeur.

Le dépôt de chaque liste doit en outre être accompagné d'une déclaration de candidature à ces élections, datée et signée par chaque candidat. Chaque déclaration devra comporter les renseignements suivants : nom, prénom, corps, école, établissement ou service d'affectation et mentionner l'organisation syndicale au titre de laquelle le candidat se présente, ainsi que, le cas échéant, l'union de syndicats à laquelle cette organisation syndicale est affiliée. Les déclarations de candidature ne seront valables que pour le 1er tour. En cas de second scrutin, de nouvelles listes et déclarations de candidatures devront être déposées.

Vous remettez à chaque délégué de liste ayant déposé une liste de candidats un récépissé précisant le jour et l'heure du dépôt de la liste et des déclarations de candidatures. Le récépissé atteste exclusivement du dépôt de la liste.

Les organisations syndicales s'assureront que leurs candidats sont éligibles avant le dépôt de leurs listes. Vous voudrez bien, à leur demande, leur apporter votre concours pour la vérification de l'éligibilité des candidats.

Les listes de candidats devront être affichées

dans toutes les sections de vote **au plus tard le 15 novembre 2005**. Il vous appartient de procéder à la reprographie des listes, y compris pour celles relatives à la CAPN que vous recevrez sous format électronique (voir annexe informatique).

d) Listes concurrentes

Les organisations affiliées à une même union ne peuvent pas présenter des listes concurrentes à une même élection. Ce principe, de nature législative, s'applique à toutes les organisations syndicales qui présentent des candidats.

Dans ce cas, il convient de mettre en œuvre la procédure fixée par les dispositions de l'article 16 bis du décret n° 82-451 du 28 mai 1982. Cette procédure prévoit l'intervention, dans des délais déterminés, des délégués de chacune des listes en cause et, le cas échéant, de l'union concernée pour déterminer celle des listes qui bénéficiera de son habilitation.

Dans l'hypothèse où l'une des listes en cause n'est pas habilitée par l'union, il convient bien entendu d'apprécier, au niveau local, sa représentativité au regard des dispositions de l'article L 133-2 du code du travail. La liste concernée ne peut, en aucun cas, se prévaloir de son appartenance à l'union ni la mentionner sur son bulletin de vote. Il en est de même lorsque aucune des listes n'a été habilitée par l'union.

3 - Moyens de vote

a) bulletins de vote

Les bulletins de vote sont imprimés recto. Leur format est fixé à 21 x 29,7 cm. L'impression doit être faite à l'encre noire. Le grammage du papier utilisé ne doit pas être inférieur à 64 g/m² ni supérieur à 80 g/m².

Les bulletins de vote ne doivent comporter aucune déclaration d'ordre professionnel. Vous trouverez en annexe le modèle de ce bulletin de vote pour la commission administrative paritaire nationale qui servira aussi de référence pour les commissions administratives paritaires locales.

Il doit être fait mention, sur le bulletin de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national.

Pour ce scrutin, les inspections académiques sont chargées uniquement de l'impression des bulletins de vote, de couleur blanche, des candidats à la commission administrative paritaire nationale, et des bulletins de vote, de couleur bleu clair, des candidats aux commissions administratives paritaires départementales. **Les bulletins de vote déposés par les organisations syndicales pour la CAPN vous seront transmis par la voie électronique (voir annexe informatique).**

Les organisations syndicales devront déposer **au plus tard le 7 octobre 2005 à 17 heures**, une maquette de leur bulletin de vote au bureau DPE A4 pour la commission administrative paritaire nationale (**le dépôt s'effectue également sous forme électronique pour cette commission, voir annexe informatique**) à l'inspection académique pour les commissions administratives paritaires départementales et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour la commission administrative paritaire de cette collectivité d'Outre-Mer.

Deux logos sont autorisés par syndicat sur la partie supérieure de ces bulletins de vote. Le premier logo étant celui du syndicat et le second celui de l'union à laquelle est éventuellement affilié ce syndicat (les logotypes pourront contenir des éléments graphiques).

b) Enveloppes

Enveloppes n° 1 et n° 2

Les enveloppes blanches n° 1 et n° 2, destinées à l'élection à la commission administrative paritaire nationale, et les enveloppes bleu clair n° 1 et n° 2, destinées à l'élection à la commission administrative paritaire locale, seront fournies par l'administration centrale aux inspections académiques et au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'enveloppe n° 1 (format 14 x 9 cm) ne doit porter aucune mention, ni aucun signe distinctif. Sur l'enveloppe n° 2 (format 16 x 11,5 cm), **la signature est obligatoire pour que le suffrage soit validé. Je rappelle que l'électeur doit cacheter l'enveloppe n° 2 autocollante.**

Enveloppes n° 3

Les enveloppes des votes par correspondance

sont expédiées aux frais de l'administration. Vous recevrez en temps opportun et en nombre suffisant des enveloppes n° 3 (format 22,9 x 16,2 cm) "T", portant la mention "M (Mme) le (la) président(e) de la section de vote pour les élections aux commissions administratives paritaires des instituteurs et des professeurs des écoles" et libellées à l'adresse de votre inspection académique.

Des enveloppes n° 3 non libellées à l'adresse de l'inspection académique vous seront également remises à l'intention des électeurs inscrits dans les sections de vote des écoles et établissements qui, empêchés, souhaiteraient voter par correspondance auprès de la section de vote dont ils relèvent.

S'agissant des électeurs qui se trouvent à l'étranger, dans les Collectivités d'Outre-Mer (COM), des instructions sur la procédure à mettre en œuvre vous seront données ultérieurement.

Les inspections académiques devront réaliser la mise sous plis du matériel de vote pour les électeurs votant obligatoirement par correspondance au moyen d'une enveloppe n° 4 fournie également par l'administration centrale sur laquelle devra être indiquée l'adresse personnelle de l'électeur.

Cette année un prestataire de service, qui sera retenu au terme de la passation d'un marché public, acheminera dans un premier temps (du 19 au 24 septembre 2005) une partie du matériel de vote à destination des inspections académiques (enveloppes n° 1, 2, 3, 4 et sacs) puis dans un second temps (du 26 octobre au 4 novembre 2005 impérativement) procédera à l'enlèvement du matériel de vote, préalablement conditionné par les inspections académiques et destiné aux électeurs votant obligatoirement par correspondance.

De plus amples précisions sur le déroulement de cette opération vous seront communiquées ultérieurement.

4 - Dispositions relatives aux professions de foi

Les organisations syndicales qui ont présenté des listes de candidats aux commissions admi-

nistratives paritaires nationale et locales pourront remettre dans les inspections académiques, jusqu'au 18 octobre 2005 à 17 heures, en nombre suffisant, leurs professions de foi.

Le nombre de professions de foi sera précisé aux organisations syndicales, avant le 19 septembre 2005 au plus tard, respectivement par l'administration centrale et les inspections académiques.

Le format des professions de foi, pour lesquelles la couleur pourra être utilisée, est fixé à 21 x 29,7 cm. Elles seront imprimées sur une seule feuille, recto-verso ou recto seul et de préférence sur du papier mat.

Pour répondre à un souci d'égalité, avant toute diffusion, un exemplaire de chaque profession de foi, ou sa maquette définitive, devra être fourni sous enveloppe cachetée, au plus tard le 6 octobre 2005 à 17 heures :

- à la direction des personnels enseignants (bureau DPE A4, 34, rue de Châteaudun, 75009 Paris) pour les professions de foi concernant la CAPN ;

- dans les inspections académiques pour les professions de foi concernant les CAPD ;

- au service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour la commission de cette collectivité territoriale.

Pour la seule commission administrative paritaire nationale, les organisations devront fournir sous forme électronique, au plus tard le 6 octobre 2005 à 17 heures, la profession de foi déposée sur support papier. Les professions de foi électroniques sont destinées à être consultées sur le site internet du ministère du 10 novembre 2005 au 6 décembre 2005 inclus (voir annexe informatique).

Les délégués habilités à représenter les listes de candidats seront convoqués à une réunion au cours de laquelle les plis contenant les professions de foi seront décachetés. Ils prendront alors connaissance de celles-ci qui ne pourront plus être modifiées. Un seul tirage au sort déterminera l'ordre d'affichage dans les sections de vote des professions de foi "papier" et l'ordre de passage à l'écran des professions de foi télématiques.

Pour la commission administrative paritaire nationale, cette réunion aura lieu à Paris, le **10 octobre 2005**, à l'administration centrale. Il vous est proposé de fixer à la même date la réunion qui devra avoir lieu pour la commission administrative paritaire départementale.

Chaque organisation syndicale ayant présenté une liste de candidats pourra obtenir, au cours de cette réunion, un exemplaire ou la maquette de la profession de foi des autres listes de candidats, les documents nécessaires étant fournis par les organisations syndicales.

Les inspections académiques adresseront, **au plus tard le 4 novembre 2005**, avec les autres éléments du matériel électoral, à chaque section de vote, des exemplaires de chaque profession de foi en nombre suffisant pour permettre l'information des électeurs et l'affichage, par les soins du président de la section de vote, sur des panneaux ou des emplacements réservés à cet effet.

Pour les personnels votant obligatoirement par correspondance la mise sous plis du matériel de vote comportera pour chaque électeur un exemplaire de chaque profession de foi.

III - OPÉRATIONS ÉLECTORALES

1 - Constitution des sections de vote

Une section de vote est créée dans chaque école publique de huit classes et plus, dans les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) et dans les écoles régionales du premier degré (ERPD).

Une section de vote est instituée à l'inspection académique pour les électeurs votant obligatoirement par correspondance.

Chaque section de vote comprend en permanence les membres suivants : un président, un secrétaire et aussi, le cas échéant, un délégué de chaque liste en présence. Pour les écoles et les établissements sections de vote, le directeur d'école ou le chef d'établissement (ou l'un de ses adjoints) est désigné comme président. Le secrétaire est désigné par tirage au sort parmi les adjoints de l'école ou de l'établissement qui se seront portés volontaires ou à défaut parmi l'en-

semble des adjoints. Les dispositions nécessaires devront être prises afin de décharger de leur service les membres de la section de vote durant les opérations électorales.

2 - Mode de scrutin

Les électeurs doivent voter pour une liste, sans radiation ni adjonction de nom et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Tout bulletin ne respectant pas ces règles ou qui porterait des inscriptions, ratures, surcharges ainsi que les bulletins de vote manuscrits seront déclarés nuls.

3 - Vote dans les sections de vote

Le scrutin se déroulera publiquement le **mardi 6 décembre 2005 de 9 heures à 15 heures**. Il pourra être clos avant 15 heures si tous les électeurs inscrits à la section de vote ont participé au vote.

Le président de la section de vote est responsable du bon déroulement des opérations de vote. Un mémento comportant les informations qui lui seront indispensables pour la préparation et le déroulement des élections sera mis à sa disposition. Le secret du vote doit être préservé. À cette fin, les électeurs, après avoir pris le matériel (bulletins, enveloppes) mis à leur disposition dans la section de vote, doivent pouvoir s'isoler pour préparer leur vote avant de l'insérer dans l'urne. Les dispositions nécessaires devront donc être prises par le président afin que chaque section de vote dispose d'une urne et d'un isolement. Après avoir déposé les enveloppes n° 2, bien libellées et dûment signées et cachetées, dans l'urne, **l'électeur doit émarginer les deux listes électorales, celle du vote à la CAPN et celle du vote à la CAPD**, dans la mesure où il a participé à ces deux votes.

À l'heure fixée, ou auparavant si tous les électeurs inscrits ont participé au vote, le président de la section de vote, assisté du secrétaire et des délégués de listes éventuels, constate l'heure de clôture qui doit être mentionnée sur le procès-verbal établi pour chaque commission. Aucun vote ne peut être effectué après la déclaration de clôture.

Toutefois, un électeur ayant pénétré dans la salle de vote avant l'heure de clôture du scrutin peut valablement déposer son enveloppe n° 2 dans l'urne après cette heure.

Il est souhaitable que, pour le vote à la CAPN et à la CAPD, les listes d'émargement et les procès-verbaux mis à la disposition des sections de vote soient de couleurs différentes.

4 - Vote par correspondance

Il est rappelé que la voie postale constitue le mode unique d'acheminement des votes par correspondance. Les votes par correspondance contenus dans les enveloppes n° 3 qui seraient déposées dans les sections de vote ne pourront pas être pris en compte.

a) Le vote par correspondance à la section de vote créée à l'inspection académique

Les électeurs appartenant aux catégories énumérées à l'article 4 de l'arrêté fixant la date des élections sont rattachés à la section de vote créée au siège de l'inspection académique auprès de laquelle ils votent obligatoirement par correspondance.

Ils peuvent voter après la réception du matériel de vote qui leur a été adressé par l'administration (les bulletins de vote, les deux enveloppes n° 1, les deux enveloppes n° 2 et l'enveloppe n° 3 "T") mais **seulement à partir du 9 novembre 2005** si l'électeur utilise l'enveloppe n° 3 "T" fournie.

En effet, l'enveloppe n° 3 "T" a une durée de validité limitée dans le temps et **ne sera utilisable que durant la période comprise entre le 9 novembre et le 6 décembre 2005**. Vous veillerez à attirer l'attention des électeurs sur les conditions d'utilisation de l'enveloppe "T". L'utilisation de cette enveloppe "T" n'est cependant pas obligatoire.

b) Le vote par correspondance à la section de vote créée dans les écoles et les établissements

Les électeurs inscrits sur les listes électorales des sections de vote créées dans les écoles et les établissements mentionnés à l'article 3 de l'arrêté fixant la date des élections votent obligatoirement dans ces sections de vote soit directement, soit, s'ils sont empêchés, par correspondance, en adressant leur envoi à la section de vote dans

laquelle ils sont inscrits. Dans ce dernier cas, ils utilisent les moyens de vote mis à leur disposition par le directeur de l'école ou le chef d'établissement où ils exercent. L'enveloppe d'expédition du vote par correspondance sera alors adressée au directeur de l'école ou au chef de l'établissement, président de la section de vote.

Les votes qui seraient adressés à une autre section de vote que celle dont dépend l'électeur ne pourront pas être pris en compte.

c) Les modalités du vote

Les enveloppes n° 3 doivent parvenir à chaque section de vote concernée avant l'heure de la clôture du scrutin, c'est-à-dire **avant le 6 décembre 2005 à 15 heures**, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 19 du décret du 28 mai 1982.

J'attire tout particulièrement votre attention sur la nécessité de prendre des dispositions, dans l'ensemble des sections de vote, pour que ces enveloppes ne soient pas ouvertes, par les services du courrier notamment, avant le recensement des votes.

Les conditions de réception et de conservation des votes par correspondance doivent être irréprochables. Les dispositions prises à cet effet, après concertation avec les représentants des listes, permettront aux intéressés de s'assurer régulièrement de la régularité des opérations.

IV - OPÉRATIONS POST-ÉLECTORALES

I - Recensement des votes

a) Dans les sections de vote créées dans les écoles et les établissements, dès la clôture du scrutin, le **6 décembre 2005, à 15 heures**, les listes d'émargement sont signées par le président et le secrétaire de la section de vote ainsi que par les représentants de liste présents.

Le président de la section de vote, assisté du secrétaire, procède ensuite :

- au recensement des votes émis directement ;
- au recensement des votes émis par correspondance. L'enveloppe n° 3 est ouverte par le président de la section de vote qui émarge la liste électorale à la place de l'électeur et dépose ensuite l'enveloppe n° 2 dans l'urne.

Les présidents des sections de vote ne doivent pas procéder au dépouillement qui est du ressort respectivement du bureau de vote spécial pour le vote à la CAPN et du bureau de vote central pour le vote à la CAPD au siège de l'inspection académique. Ils ne doivent donc pas ouvrir les enveloppes contenant les votes (enveloppes n° 2 portant les noms, prénoms, corps, affectation et signature de l'électeur).

Sont mises à part sans être ouvertes :

- les enveloppes n° 3 parvenues à la section de vote après l'heure de clôture du scrutin sur lesquelles seront mentionnées la date et l'heure de réception ;

- les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature de l'électeur ou sur lesquelles le nom est illisible ;

- les enveloppes n° 2 multiples parvenues sous la signature d'un même agent. Dans ce cas, le nom de l'électeur dont émanent ces enveloppes est émargé sur la liste électorale.

Sont également mises à part sans être ouvertes, les enveloppes émanant d'électeurs ayant directement pris part au vote. Dans un tel cas, le vote par correspondance n'est pas pris en compte.

Les opérations de recensement font l'objet, pour chacune des commissions, d'un **procès-verbal de recensement** signé par le président et le secrétaire de la section de vote ainsi que par les représentants des listes présents.

Le 6 décembre 2005, dès la fin des opérations de recensement, les présidents des sections de vote communiqueront immédiatement au moyen de l'application Quorum via internet (éventuellement par télécopie) à l'inspection académique le nombre des votants pour le vote à la CAPN et pour le vote à la CAPD.

Ils devront également effectuer l'envoi, sous plis cachetés et comportant l'indication de la commission (CAPN ou CAPD), des documents suivants à l'inspection académique, à l'intention du bureau de vote spécial et du bureau de vote central respectivement chargés du dépouillement du vote à la CAPN et du dépouillement du vote à la CAPD :

- les enveloppes n° 2 (qui ne doivent pas être ouvertes) ;

- les listes d'émargement des deux votes ;

- les procès-verbaux de recensement des deux votes ;

- les enveloppes mises à part, annexées au procès-verbal correspondant.

Chaque président de section de vote utilisera, pour effectuer cet envoi à l'inspection académique, une enveloppe Chronopost, qui sera mise à sa disposition. Le dépôt à la Poste devra être effectué le plus rapidement possible et impérativement **le 6 décembre 2005** dans des conditions qui seront précisées ultérieurement.

b) Dans la section de vote créée au siège de chaque inspection académique, le recensement des votes par correspondance aura lieu également le **6 décembre 2005 à 15 heures, immédiatement après la clôture du scrutin.**

Les dispositions devront être prises, après concertation avec les représentants des listes, pour que la conservation des enveloppes n° 2, entre le 6 décembre 2005, jour des opérations de recensement, et le 9 décembre 2005, jour du dépouillement, soit elle aussi assurée dans des conditions irréprochables.

2 - Constatation du quorum

Le bureau de vote central du vote à la CAPD et le bureau de vote spécial du vote à la CAPN comprennent **chacun** un président et un secrétaire ainsi qu'un délégué de chaque liste en présence.

Le bureau de vote spécial créé dans chaque inspection académique, pour le vote à la CAPN, transmet impérativement le **8 décembre 2005, au plus tard, au moyen de l'application QUORUM via l'internet** (des instructions vous seront communiquées ultérieurement à ce sujet), au bureau de vote central créé à l'administration centrale, bureau DPE A4, les chiffres de la participation au vote à la CAPN. Le bureau de vote central créé dans chaque inspection académique, pour le vote à la CAPD, constate le **8 décembre 2005, au plus tard**, le nombre total de votants et si le quorum prévu à l'article 23 bis du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 est atteint. Il communique ces résultats, dans les mêmes conditions, **pour information**, à l'administration centrale.

Le bureau de vote central créé à l'adminis-

tration centrale fait connaître à chaque bureau de vote spécial si le quorum est atteint pour le vote à la CAPN.

3 - Dépouillement des votes

Si le quorum est constaté, pour chacun des deux votes, ou pour seulement l'un d'entre eux, le dépouillement correspondant aura lieu le 9 décembre 2005 selon les modalités suivantes, après vérification de l'arrivée de tous les envois. Le bureau de vote spécial, pour le vote à la CAPN, et le bureau de vote central, pour le vote à la CAPD, déterminent le nombre total de suffrages valablement exprimés ainsi que le nombre de voix obtenues par chaque liste.

Je vous signale que les votes des instituteurs et des professeurs des écoles régulièrement inscrits sur la liste électorale qui ont participé au vote mais qui ont perdu la qualité d'électeur avant le 6 décembre 2005 doivent être annulés. Les votes par correspondance parvenus dans les sections de vote après l'heure de clôture du scrutin sont renvoyés aux expéditeurs avec l'indication de la date et de l'heure de réception.

Lorsque plusieurs tables de dépouillement sont utilisées, l'administration doit être représentée à chacune d'entre elles. Elle doit offrir à un représentant mandaté de chaque liste la possibilité d'y surveiller les opérations. Le principe d'égalité de traitement des organisations syndicales ayant présenté une liste doit être respecté au cours de toutes les opérations de dépouillement.

En ce qui concerne le vote à la commission départementale, le décompte de voix doit se faire par type d'établissement. Il convient de distinguer les catégories suivantes :

- instituteurs et professeurs des écoles dans les écoles ;
- instituteurs et professeurs des écoles dans les collèges, y compris dans les SEGPA ;
- instituteurs et professeurs des écoles dans les EREA et les ERPD.

4 - Répartition des sièges

a) Nombre total des sièges de représentants titulaires attribués à chaque liste

Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Le quotient électoral est obtenu en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires à élire.

Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.

b) Répartition des sièges et désignation des représentants titulaires obtenus par chaque liste

La liste ayant droit au plus grand nombre de sièges (représentée par son délégué) choisit ses représentants titulaires.

Les autres listes exercent ensuite leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges auxquels elles peuvent prétendre.

Cette opération se poursuit jusqu'à l'attribution de tous les sièges.

En cas d'égalité du nombre des sièges obtenus, l'ordre des choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenus par les listes en présence. En cas d'égalité du nombre des suffrages, l'ordre des choix est déterminé par voie de tirage au sort.

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste. Les membres premiers suppléants, en nombre égal au nombre de titulaires de la liste, sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste à partir du dernier titulaire élu. Les membres deuxièmes suppléants, en nombre égal au nombre de membres titulaires de la liste, sont, eux aussi, désignés selon l'ordre de présentation de la liste à partir du dernier membre premier suppléant élu (les représentants suppléants ne sont pas rattachés à des représentants titulaires déterminés).

c) Disposition spéciale

Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, les listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix, le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort.

5 - Proclamation des résultats

Pour les commissions administratives paritaires départementales, après la répartition des sièges et la signature des procès-verbaux, **en deux exemplaires** (l'un conservé à l'inspection académique, l'autre destiné à l'administration centrale), le président du bureau de vote central proclamera les résultats le **9 décembre 2005**, à l'issue du dépouillement des votes. Les résultats devront être immédiatement affichés et communiqués à l'administration centrale au moyen de l'application intranet RESULTATS et **par courrier** (envoi d'un exemplaire du procès-verbal).

Le bureau de vote spécial, chargé du dépouillement du vote à la CAPN, établira **en deux exemplaires** (l'un conservé à l'inspection académique, l'autre destiné à l'administration centrale) le procès-verbal de ce dépouillement et communiquera les résultats au bureau de vote central créé à l'administration centrale, le **9 décembre 2005**, au moyen de l'application intranet RESULTATS et **par courrier** (envoi d'un exemplaire du procès-verbal).

Des précisions vous seront transmises ultérieurement sur la mise en œuvre de ces nouvelles

modalités de saisie et de transmission des résultats du scrutin.

Le bureau de vote central du vote à la CAPN proclamera les résultats de ce vote le **6 janvier 2006**.

Sans préjudice des dispositions du huitième alinéa de l'article 14 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant le ministre chargé de l'éducation nationale, puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative. Si une contestation des résultats vous est adressée, il vous appartient de la transmettre à l'administration centrale, bureau DPE A4 (en conservant une copie de cette contestation) en joignant vos observations. Mais, en aucun cas, une réponse à une contestation des résultats ne doit être faite par une autorité autre que ministérielle.

Toutes difficultés d'application des présentes modalités doivent être communiquées à la direction des personnels enseignants, bureau DPE A4, tél. 01 55 55 48 33 ou 01 55 55 47 75 et télécopie : 01 55 55 47 76.

Annexe A

CALENDRIER EN CAS DE NOUVEAU SCRUTIN

OPÉRATIONS	SI AUCUNE LISTE N'A ÉTÉ DÉPOSÉE PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES REPRÉSENTATIVES À LA DATE DU 6 OCTOBRE 2005	SI LE QUORUM REQUIS N'EST PAS ATTEINT POUR LE VOTE À LA CAPD OU POUR LE VOTE À LA CAPN
Date limite de dépôt des listes de candidats, d'un exemplaire des professions de foi et le cas échéant d'une profession de foi télématique, à l'administration centrale - bureau DPE A4 pour la CAPN et aux inspections académiques pour les CAPD	Lundi 10 octobre 2005, 17 heures	Vendredi 9 décembre 2005, 17 heures
Date limite pour le dépôt des maquettes des bulletins de vote.	Mardi 11 octobre, 17 heures	Lundi 12 décembre 2005, 17 heures
Date d'ouverture des plis contenant les professions de foi.	Mardi 11 octobre 2005	Lundi 12 décembre 2005
Date limite pour l'affichage des listes électorales dans les sections de vote.	Mardi 18 octobre 2005 (Exception rectorat de la Réunion : lundi 24 octobre)	Lundi 12 décembre 2005
Date limite de dépôt des exemplaires des professions de foi dans les inspections académiques	Vendredi 21 octobre 2005, 17 heures	Vendredi 16 décembre 2005, 17 heures
Passage du prestataire de service pour le ramassage du matériel de vote destiné aux électeurs votant par correspondance	Du mercredi 26 octobre au vendredi 4 novembre 2005	Du mardi 27 décembre 2005 au jeudi 5 janvier 2006
Date limite pour l'envoi du matériel de vote aux sections de vote	Vendredi 4 novembre 2005	Jeudi 5 janvier 2006
Date à partir de laquelle les professions de foi télématiques pourront être consultées sur le site internet du ministère	Jeudi 10 novembre 2005	Jeudi 5 janvier 2006
Date limite pour l'affichage des listes de candidats et des professions de foi	Mardi 15 novembre 2005	Lundi 9 janvier 2006
Scrutin, recensement des votes et transmission des votes par les bureaux de vote chargés du dépouillement	Mardi 6 décembre 2005	Mardi 31 janvier 2006
Dépouillement des votes par les bureaux chargés du dépouillement et proclamation des résultats des élections à la CAPD	Vendredi 9 décembre 2005	Vendredi 3 février 2006
Proclamation des résultats des élections à la CAPN	Vendredi 6 janvier 2006	Jeudi 16 février 2006

A **Annexe B**

MODÈLE DE BULLETIN DE VOTE (FORMAT 21 X 29,7)

ÉLECTION À LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE
NATIONALE UNIQUE COMMUNE
AUX CORPS DES INSTITUTEURS ET DES PROFESSEURS DES ÉCOLES
SCRUTIN DU
10 TITULAIRES - 20 SUPPLÉANTS

Liste présentée par :

Corps : instituteurs et professeurs des écoles

NOM	PRÉNOM	CORPS	FONCTION OU SPÉCIALITÉ	AFFECTATION (ville et département)
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				
21				
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				

A

nnexe technique II

ORGANISATION DES ÉLECTIONS DANS LE SECOND DEGRÉ

Il vous appartient de prendre, chacun en ce qui vous concerne, les arrêtés relatifs à la convocation des électeurs aux élections des représentants des personnels enseignants du second degré, d'éducation et d'orientation aux commissions administratives paritaires académiques (CAPA).

Afin d'harmoniser l'organisation des élections aux commissions administratives paritaires nationales (CAPN) et aux CAPA, il vous revient d'adopter, pour les CAPA, le calendrier prévu pour les CAPN, et rappelé ci-dessous.

I - CALENDRIER DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES

Jeudi 6 octobre 2005 à 17 heures	Date et heure limites pour le dépôt des listes de candidats et d'un exemplaire des professions de foi au bureau DPE A1 (ministère chargé de l'éducation nationale, direction des personnels enseignants, 34, rue de Châteaudun, Paris 9ème), pour les commissions administratives paritaires nationales ; dans les rectorats d'académie, pour les commissions administratives paritaires académiques. Listes des candidats aux CAPN : dépôt en 3 exemplaires papier et envoi sous forme électronique (voir annexe informatique). Listes de candidats aux CAPA : dépôt en un exemplaire papier. Professions de foi : dépôt d'un exemplaire papier et, pour les élections aux CAPN, envoi sous forme électronique (voir annexe informatique).
Jeudi 6 octobre 2005	Affichage des listes de candidats présentées par les organisations syndicales représentatives au 34, rue de Châteaudun, Paris 9ème pour les élections aux CAPN ; dans les rectorats, pour les élections aux CAPA.
Vendredi 7 octobre 2005 à 17 heures	Date et heure limites de dépôt des maquettes des bulletins de vote au bureau DPE A1, pour les commissions administratives paritaires nationales ; dans les rectorats d'académie, pour les commissions administratives paritaires académiques. CAPN : dépôt d'un exemplaire papier et envoi sous forme électronique (voir annexe informatique). CAPA : dépôt d'un exemplaire papier.
Lundi 10 octobre 2005	Ouverture des plis contenant les professions de foi pour les élections aux CAPN et aux CAPA.
Jeudi 13 octobre 2005	Date limite pour l'affichage des listes électorales dans les sections de vote. (Lundi 24 octobre 2005 pour le rectorat de la Réunion).
Mardi 18 octobre 2005 à 17 heures	Date et heure limites de livraison des professions de foi dans les rectorats, pour les commissions administratives paritaires nationales et académiques, et au ministère chargé de l'éducation nationale (bureau DPE B5) pour les seules commissions administratives paritaires nationales.
Du mercredi 26 octobre 2005 au vendredi 4 novembre 2005	Récupération dans les services par le prestataire du matériel de vote obligatoire par correspondance.
Vendredi 4 novembre 2005	Date limite d'envoi du matériel de vote aux sections de vote.
Jeudi 10 novembre 2005	Date à partir de laquelle les professions de foi sous forme électronique (pour les CAPN) pourront être consultées sur le site internet du ministère.
Mardi 15 novembre 2005	Date limite pour l'affichage des listes de candidats et des professions de foi dans les sections de vote.

Mardi 6 décembre 2005	Scrutin de 9 heures à 17 heures, puis recensement, dans chaque section de vote, des votes émis directement et des votes par correspondance et transmission immédiate des plis les contenant aux bureaux de vote chargés du dépouillement.
Jeudi 8 décembre 2005 au plus tard	Vérification par les bureaux de vote centraux institués pour les CAPA que le quorum est atteint. Communication au bureau de vote central (bureau DPE A1) par les bureaux de vote spéciaux institués pour les CAPN de la participation à ce vote et vérification par le bureau de vote central que le quorum est atteint.
Vendredi 9 décembre 2005	Si le quorum est atteint, dépouillement des votes par les bureaux de vote centraux (CAPA) et spéciaux (CAPN).
Du vendredi 9 au lundi 12 décembre 2005	Proclamation des résultats aux élections aux CAPA par les rectorats.
Jeudi 5 et vendredi 6 janvier 2006	Proclamation des résultats aux élections des CAPN par le bureau de vote central (bureau DPE A1).

Dans l'hypothèse où aucune liste ne serait déposée par les organisations syndicales représentatives le **6 octobre 2005 à 17 heures** ou dans l'hypothèse où le quorum requis ne serait pas atteint, pour le vote aux CAPA ou pour le vote aux CAPN, les calendriers des nouveaux scrutins figurent en annexe A.

II - LA LISTE ÉLECTORALE

La qualité d'électeur s'apprécie au jour du scrutin.

1 - Sont admis à voter les personnels enseignants du second degré, d'éducation et d'orientation :

- a) **titulaires**, au sens de l'article 2 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, en position d'activité, appartenant au corps appelé à être représenté, et cela même s'ils exercent leurs fonctions à temps partiel ou s'ils bénéficient de l'un des congés visés à l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : congé de maladie, de longue maladie, de longue durée, pour maternité ou paternité, pour adoption, de formation professionnelle, pour formation syndicale ou d'accompagnement d'une personne en fin de vie. De même, sont électeurs ceux qui bénéficient, à la date du scrutin, d'un congé administratif.
- b) **mis à disposition** en application de l'article 41 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;
- c) **en position de congé parental ou de congé de présence parentale**, en application des articles 54 et 54 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;

- d) **en position de détachement**, y compris ceux qui sont stagiaires dans un autre corps ;
- e) **en cessation progressive d'activité**, y compris pendant la période de cessation totale d'activité ;
- f) **Les personnels d'éducation physique et sportive** mis à disposition de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) ou de la Fédération française du sport universitaire (FFSU) ainsi que les personnels en congé de formation sont électeurs et éligibles aux CAPA et à la CAPN ;
- g) **Les professeurs de chaires supérieures** ne sont électeurs et éligibles qu'à la commission administrative paritaire nationale. Les professeurs d'enseignement général de collège ne sont électeurs et éligibles qu'à la commission administrative paritaire académique.

2 - Ne sont pas admis à voter les personnels enseignants du second degré, d'éducation et d'orientation :

- a) placés en position de congé de non-activité pour raison d'études ;
- b) placés en position de disponibilité ;
- c) placés en position hors-cadres ;
- d) stagiaires ;
- e) en congé de fin d'activité.

3 - Cas particuliers :

- a) les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation titulaires, stagiaires dans un autre corps de personnels enseignants, d'éducation

et d'orientation, sont électeurs dans leur corps d'origine pour la CAPN uniquement ;

b) les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation stagiaires bénéficiant d'une prolongation automatique de stage, dont l'arrêté de titularisation ne pourrait intervenir avant le 6 décembre 2005 alors que cette titularisation à compter d'une date antérieure à celle du scrutin n'apparaît pas douteuse, doivent être considérés comme électeurs et figurer sur la liste électorale ;

c) les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation titulaires, détachés dans un autre corps de personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, sont électeurs dans leur corps d'origine pour la CAPN uniquement et dans leur corps d'accueil pour la CAPN et la CAPA ;

d) les fonctionnaires de catégorie A détachés dans un corps de personnels enseignants, d'éducation et d'orientation sont électeurs au titre du corps d'accueil.

4 - Publicité de la liste électorale

La liste des électeurs appelés à voter dans une section de vote est arrêtée par les soins du président de la section de vote et est affichée à la section de vote au plus tard le 13 octobre 2005. Cette date est fixée au 24 octobre 2005 pour le rectorat de la Réunion. Les nom, prénom, corps, grade et affectation des personnels, à l'exclusion de toute autre mention à caractère personnel, doivent être portés sur cette liste.

À cet égard, il vous appartient de veiller à ce que la liste des électeurs soit consultable par l'ensemble des personnels concernés.

Je précise, à cet égard, que les listes électorales sont des documents administratifs dont, conformément aux délibérations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, tout électeur peut prendre copie, à ses frais.

Je vous demande de communiquer ces listes à toute organisation syndicale qui en fait la demande, qu'elle présente ou non des candidats aux commissions administratives paritaires nationales ou académiques. Il vous revient, en conséquence, d'être en mesure de les communiquer, dès qu'elles sont établies, et **au plus**

tard le 13 octobre 2005 (24 octobre pour le rectorat de la Réunion). Cette communication s'effectuera sur support informatique (voir annexe informatique), à la condition expresse que les syndicats destinataires s'engagent à ne pas utiliser les données ainsi communiquées à d'autres fins que celles liées à l'élection considérée.

Il vous appartient enfin de statuer sur d'éventuelles réclamations formulées dans les délais prévus à l'article 13 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires.

III - CANDIDATURES

1 - Éligibilité

Sont éligibles, les personnels qui remplissent les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale à l'exclusion de ceux visés au deuxième alinéa de l'article 14 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 (notamment les personnes frappées par l'une des incapacités prévues aux articles L.5 à L.7 du code électoral, les personnels rétrogradés ou exclus temporairement).

Il est rappelé que l'éligibilité à une commission administrative paritaire académique suppose que le candidat exerce ses fonctions dans l'académie depuis trois mois au moins à la date du scrutin. Il convient de noter, pour l'application de cette disposition, que l'effet administratif de la rentrée scolaire 2005 est fixé au 1er septembre 2005.

Je vous demande de procéder avec une extrême vigilance et aussi précocement que possible à la vérification des conditions d'éligibilité, à la demande des organisations syndicales présentant des listes de candidats aux CAPA. Pour les CAPN, dans tous les cas où la vérification des conditions d'éligibilité ne pourra être effectuée directement par l'administration centrale, cette vérification devra être opérée par vos services, sur ma demande. Vos réponses me seront adressées par télécopie.

Les dispositions de l'article 16 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 prévoient un délai, après la date limite de dépôt des listes de candidats, pour

la vérification de l'éligibilité des candidats et leur éventuel remplacement. Les listes de candidats établies dans ces conditions doivent être affichées dans chaque section de vote **au plus tard le 15 novembre 2005**.

2 - Établissement des listes

Chaque liste doit comprendre autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir, titulaires et suppléants, pour un grade donné. Cependant, pour les corps comportant plusieurs grades, une liste peut ne pas présenter des candidats pour tous les grades d'un même corps. Ainsi, serait recevable une liste qui ne présenterait des candidats que pour le grade de professeur agrégé de classe normale (la classe est assimilée au grade en application du deuxième alinéa de l'article 2 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982).

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque le nombre d'électeurs à une commission administrative paritaire est inférieur à vingt pour un grade donné, le nombre de représentants des personnels de ce grade est réduit à un titulaire et un suppléant. Il vous appartient, eu égard aux effectifs de votre académie, d'indiquer suffisamment tôt aux organisations syndicales, la composition de chacune des commissions administratives paritaires académiques.

Lors de son dépôt, chaque liste doit comporter les nom, prénom, discipline de recrutement et affectation des candidats. Le nom que doit comporter la liste est, soit le nom patronymique qui figure sur l'acte d'état civil, soit le nom d'usage (par exemple pour les femmes mariées, le nom d'usage peut être le patronyme de l'époux ou leurs patronymes accolés). Le lieu d'exercice des candidats affectés à titre provisoire doit être mentionné sur la liste. S'agissant des candidats affectés sur une zone de remplacement, doivent être indiqués l'établissement de rattachement et la zone de remplacement.

3 - Dépôt des listes de candidats

Les listes de candidats devront être déposées par les organisations syndicales **au plus tard le 6 octobre 2005 à 17 heures** :

- pour les commissions administratives paritai-

res nationales en 3 exemplaires papier et sous forme électronique (voir annexe informatique) au bureau DPE A1 ;

- pour les commissions administratives paritaires académiques (un exemplaire papier) au rectorat. La transmission par télécopie des listes de candidats et des déclarations individuelles de candidature n'est pas autorisée.

Lors de son dépôt, chaque liste de candidats doit impérativement porter le nom d'un fonctionnaire, délégué de liste, habilité à représenter la liste lors des opérations électorales. Il peut ne pas être lui-même candidat aux élections ni même être électeur. Le délégué de liste fait connaître à l'administration ses coordonnées.

Chaque liste doit être accompagnée d'une déclaration de candidature datée et signée par chaque candidat. Il n'y a pas de modèle type de déclaration individuelle de candidature fixé par l'administration. Toutefois, chaque déclaration doit nécessairement comporter les renseignements suivants : nom, prénom, corps, grade et discipline, établissement d'affectation et mentionner l'organisation syndicale au titre de laquelle le candidat se présente, ainsi que, le cas échéant, l'union de syndicats à laquelle cette organisation syndicale est affiliée. Les déclarations de candidature ne sont valables que pour le premier scrutin. En cas de second scrutin, de nouvelles listes et déclarations de candidature devront être déposées.

Le dépôt de chaque liste fait l'objet d'un récépissé, précisant le jour et l'heure du dépôt de la liste et des déclarations de candidature, remis au délégué de liste. Le récépissé atteste exclusivement du dépôt de la liste.

Les listes doivent être affichées dans chacune des sections de vote **au plus tard le 15 novembre 2005**. Il vous appartient de procéder à la reprographie des listes, y compris pour celles relatives aux CAPN qui seront mises à votre disposition sous forme électronique (voir annexe informatique).

a) Appréciation de la représentativité

Je vous rappelle que la participation au premier tour de scrutin est réservée aux organisations syndicales de fonctionnaires représentatives au

sens de l'article 14 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. Sont regardées comme représentatives, d'une part, les organisations syndicales de fonctionnaires régulièrement affiliées à une union de syndicats dont la représentativité est établie dans les trois fonctions publiques, dans les conditions fixées par l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et d'autre part, les organisations syndicales de fonctionnaires satisfaisant aux critères de l'article L. 133-2 du code du travail, concernant notamment les effectifs, l'indépendance, les cotisations, l'expérience et l'ancienneté. Ces critères sont appréciés dans le cadre où est organisée l'élection, c'est-à-dire pour les CAPA, dans le cadre de votre académie.

Il vous appartient d'apprécier cette représentativité au titre des CAPA. Pour ce faire, vous voudrez bien prendre l'attache du bureau DPE A1. Si vous constatez qu'une liste ne satisfait pas aux conditions ci-dessus, il vous appartient de remettre au délégué de la liste en cause, au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes, une décision motivée d'irrecevabilité de ladite liste.

Cela suppose qu'il ait été procédé à une analyse préalable de la représentativité syndicale. À cette fin, les organisations syndicales peuvent être invitées à faire connaître à l'administration, antérieurement au dépôt des listes, leur intention de participer au scrutin. Rien ne s'oppose, par ailleurs, à ce que l'administration demande aux organisations syndicales de lui fournir, si nécessaire, des éléments utiles à l'appréciation de leur représentativité.

Afin d'informer les organisations syndicales et les électeurs, l'administration doit faire connaître les organisations ayant déposé des listes conformes aux règles de candidature fixées par la loi. Il convient donc de procéder à l'affichage du nom de toutes les organisations déclarées recevables et des listes de candidats déclarées recevables à la date limite du dépôt de ces listes, c'est-à-dire le 6 octobre 2005.

Conformément à l'alinéa 8 de l'article 14 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, les contesta-

tions sur la recevabilité des listes déposées sont portées devant le tribunal administratif dans les trois jours qui suivent la date limite du dépôt des candidatures, le tribunal administratif statuant dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête. Par un avis du 6 décembre 1999 publié au J.O. du 1er janvier 2000, le Conseil d'État a précisé que ce recours n'est ouvert qu'aux organisations syndicales dont l'administration a déclaré la liste irrecevable ; la contestation éventuelle de la décision admettant la recevabilité d'une liste par un autre syndicat s'opère à l'occasion du contentieux des élections.

En cas de recours devant le tribunal administratif sur la recevabilité des listes aux CAPA, il vous appartiendra de suivre attentivement le déroulement de la procédure compte tenu des délais très courts dans lesquels elle s'inscrit et de produire très rapidement des mémoires exposant la position de l'administration en liaison, en tant que de besoin, avec les services de la direction des affaires juridiques. En tout état de cause, les éventuels recours n'interrompent pas le déroulement des opérations électorales. La décision du tribunal est immédiatement exécutoire, la procédure d'appel n'étant pas suspensive. Le processus électoral doit être poursuivi en intégrant la ou les listes dont le tribunal a admis la recevabilité.

b) Listes concurrentes

Les organisations affiliées à une même union ne peuvent pas présenter des listes concurrentes à une même élection. Ce principe, de nature législative, s'applique à toutes les organisations syndicales qui présentent des candidats.

En cas de dépôt de listes concurrentes, il convient de mettre en œuvre la procédure fixée par l'article 16 bis du décret n° 82-451 du 28 mai 1982. Cette procédure prévoit l'intervention, dans des délais déterminés, des délégués de chacune des listes en cause et, le cas échéant, de l'union concernée pour déterminer celle des listes qui bénéficiera de son habilitation.

Dans l'hypothèse où l'une des listes en cause n'est pas habilitée par l'union, il convient bien entendu d'apprécier, au niveau local et pour chaque corps, sa représentativité au regard des dispositions de

l'article L. 133-2 du code du travail. La liste concernée ne peut, en aucun cas, se prévaloir de son appartenance à l'union ni la mentionner sur son bulletin de vote. Il en est de même lorsque aucune des listes n'a été habilitée par l'union.

IV - MOYENS DE VOTE

L'administration centrale fournit les enveloppes nécessaires pour le scrutin et les rectorats procèdent à l'impression des bulletins de vote. Les rectorats assureront, aux dates indiquées au calendrier, la diffusion des bulletins et enveloppes.

1 - Bulletins de vote

En ce qui concerne les bulletins de vote aux commissions administratives paritaires nationales, le ministère mettra à votre disposition les modèles de bulletins par voie électronique (voir annexe informatique) aux fins de reproduction. Le format des bulletins est fixé à 21x29,7 cm quel que soit le nombre de candidats. L'impression doit être faite à l'encre noire, sur papier blanc pour les CAPN, sur papier bleu clair pour les CAPA. Par ailleurs, elle pourra être faite recto verso. Le grammage du papier utilisé ne doit pas être inférieur à 64g/m² ni supérieur à 80g/m². En application du deuxième alinéa de l'article 17 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982, il est fait mention, sur le bulletin de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national.

L'appellation de la liste et l'ordre des noms figurant sur les bulletins doivent être identiques à ceux figurant sur la liste déposée.

Aucune déclaration d'ordre professionnel ne doit figurer sur les bulletins, qui ne doivent porter que le nom, le prénom, le grade et l'affectation des intéressés. Il pourra être fait mention de la discipline. Il est précisé qu'il convient d'apprécier de manière souple l'intitulé des disciplines, pour celles ayant fait l'objet de modification d'appellation.

Les bulletins de vote peuvent comporter deux logos par syndicat, le premier logo étant celui du syndicat et le second celui de l'union à

caractère national à laquelle est éventuellement affilié le syndicat (les logotypes pourront contenir des éléments graphiques).

Les organisations syndicales déposeront, **au plus tard le 7 octobre 2005 à 17 heures**, des maquettes de bulletins de vote correspondant aux listes de candidats déposées par elles et au format **fixé ci-dessus et comportant obligatoirement les mentions figurant sur le modèle de l'annexe B de la présente annexe technique**. Ce délai expiré, l'administration composera elle-même les modèles de bulletin de vote des organisations syndicales qui auraient omis de déposer les maquettes de leurs bulletins de vote.

Un modèle de chaque maquette de bulletin de vote devra être déposé par les organisations syndicales **au plus tard le 7 octobre 2005 à 17 heures** :

- pour les commissions administratives paritaires nationales au bureau DPE A1 dépôt d'un exemplaire papier et envoi sous forme électronique (voir annexe informatique) ;
- pour les commissions administratives paritaires académiques, au rectorat (un exemplaire papier).

2 - Enveloppes et acheminement du matériel électoral

Les enveloppes blanches n° 1 et n° 2 sont destinées à l'élection à la commission administrative paritaire nationale, et les enveloppes bleu clair n° 1 et n° 2 sont destinées à l'élection à la commission administrative paritaire locale.

L'enveloppe n° 1 (format 14 x 9 cm) ne doit porter aucune mention, ni aucun signe distinctif. Sur l'enveloppe n° 2 (format 16 x 11,5 cm), le nom de l'électeur et sa signature sont obligatoires pour que le suffrage soit validé. Je rappelle que l'électeur doit cacheter l'enveloppe n° 2.

L'article 19 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 prévoit la prise en charge financière par l'administration des enveloppes expédiées par les électeurs qui votent par correspondance. À cet effet, vous recevrez :

- des enveloppes n° 4 destinées à l'envoi du matériel de vote aux électeurs votant obligatoirement par correspondance ;
- des enveloppes n° 3 (format 22,9 x 16,2 cm)

“T” destinées à l’envoi des votes par les électeurs votant obligatoirement par correspondance, libellées à l’adresse du rectorat ;

- des enveloppes n° 3 pour les électeurs qui souhaitent voter par correspondance. Ces enveloppes sont à compléter par les chefs d’établissement par la mention du nom et de l’adresse de la section de vote.

S’agissant des électeurs qui se trouvent à l’étranger, en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et à Saint-Pierre-et-Miquelon, des instructions sur la procédure à mettre en œuvre vous seront communiquées ultérieurement.

Cette année, un prestataire de service, retenu au terme de la passation d’un marché public, acheminera, **du 19 au 24 septembre 2005**, une partie du matériel de vote à destination des rectorats (enveloppes n° 1, 2, 3, 4), puis, **du 26 octobre au 4 novembre 2005** (date limite impérative), procédera à l’enlèvement du matériel de vote, préalablement conditionné par vos services et destiné aux électeurs votant obligatoirement par correspondance.

De plus amples précisions sur le déroulement de cette opération vous seront fournies ultérieurement.

V - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PROFESSIONS DE FOI

1 - Professions de foi sur papier

Le nombre d’exemplaires des professions de foi sera précisé aux organisations syndicales, le 19 septembre 2005 au plus tard, par l’administration centrale pour les CAPN, par les recteurs d’académie pour les CAPA. Lesdits exemplaires seront livrés **au plus tard le 18 octobre 2005 à 17 heures** auprès de l’autorité chargée de leur transmission. Ils doivent être identiques à l’exemplaire témoin remis lors du dépôt de leurs listes.

Le format des professions de foi, pour lesquelles la couleur pourra être utilisée, est fixé à 21x29,7 cm. Elles seront sur une seule feuille, au besoin recto verso, et de préférence sur du papier mat.

Pour répondre à un souci d’égalité, avant toute

diffusion, les organisations syndicales déposeront au bureau DPE A1, sous pli fermé, simultanément au dépôt de leurs listes, c’est-à-dire **au plus tard le 6 octobre 2005 à 17 heures**, un exemplaire de leurs professions de foi (ou des maquettes définitives) pour chaque commission administrative paritaire nationale.

Les délégués habilités à représenter les listes de candidats seront convoqués le **10 octobre 2005** à une réunion au cours de laquelle les plis contenant les professions de foi seront décachetés. Ils prendront alors connaissance de celles-ci, qui ne pourront plus être modifiées.

De la même manière, les professions de foi concernant les commissions administratives paritaires académiques seront déposées, sous pli fermé, aux rectorats, lesquels procéderont à l’ouverture des enveloppes contenant ces professions de foi et au tirage au sort de l’ordre d’affichage dans les sections de vote, en présence des délégués habilités à représenter les candidats, aux dates fixées par le calendrier.

Chaque organisation ayant présenté une liste de candidats pourra obtenir, lors de l’ouverture des plis, un exemplaire de la profession de foi des autres organisations et un exemplaire des autres listes de candidats. Les exemplaires nécessaires seront fournis par les organisations syndicales.

Les rectorats adresseront, **au plus tard le 4 novembre 2005**, avec les autres éléments du matériel électoral, à chaque section de vote, des exemplaires de chaque profession de foi en nombre suffisant pour permettre l’information des électeurs et l’affichage, par les soins du président de la section de vote, sur des panneaux ou des emplacements réservés à cet effet.

Pour les personnels votant obligatoirement par correspondance, les plis de matériel de vote comporteront pour chaque électeur un exemplaire de chaque profession de foi.

2 - Professions de foi sous forme électronique

Pour les seules commissions administratives paritaires nationales, les organisations syndicales fourniront sous forme électronique, au bureau DPE A1, **au plus tard le 6 octobre 2005**

à 17 heures, la profession de foi déposée sur support papier. Cette profession de foi est destinée à être diffusée, du 10 novembre 2005 au 6 décembre 2005 inclus, sur le site internet du ministère (voir annexe informatique).

Au cours de la réunion du 10 octobre 2005, un seul tirage au sort déterminera l'ordre d'affichage des professions de foi dans les sections de vote et l'ordre de passage à l'écran des professions de foi sous forme électronique.

VI - OPÉRATIONS ÉLECTORALES

1 - Constitution des sections de vote

Des sections de vote sont créées dans les établissements et services mentionnés à l'article 3 de l'arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux CAP compétentes à l'égard de certains personnels relevant de la direction des personnels enseignants et à l'article 3 de l'arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux CAP des professeurs d'enseignement général de collège.

Chaque section de vote comprend en permanence les membres suivants : un président, un secrétaire et, le cas échéant, un représentant de chaque liste en présence. Toutes dispositions devront être prises afin de décharger de leur service les membres des sections de vote durant les opérations électorales.

2 - Rôle du président de la section de vote

Le président de la section de vote est responsable du bon déroulement des opérations. Un mémento comportant les informations qui lui sont indispensables pour la préparation et le déroulement du scrutin sera mis en ligne sur l'intranet professionnel de la DPE et diffusé aux présidents de section de vote par les rectorats.

Je vous demande de veiller à ce que les présidents de section de vote apportent un soin très attentif à l'accomplissement des diverses tâches qui leur incombent : agencement matériel des lieux de vote, vérification avant et au cours de la journée du scrutin que les bulletins de vote des listes en présence sont en nombre suffisant,

émargement des listes électorales, recensement des votes, établissement et signature des procès-verbaux, suivi personnel de la transmission des plis aux bureaux de vote spéciaux chargés du dépouillement. Par ailleurs, il conviendra de prévoir au sein de l'académie un ou plusieurs établissements ou services vers lesquels les présidents de section de vote pourront se retourner en cas d'insuffisance de matériel de vote.

3 - Mode de scrutin

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de nom et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Tout bulletin ne respectant pas ces règles ou qui porterait inscription, rature ou surcharge ainsi que les bulletins de vote manuscrits seront déclarés nuls.

4 - Vote dans les sections de vote

Le scrutin se déroulera publiquement le **mardi 6 décembre 2005, de 9 heures à 17 heures**, sans interruption. Il pourra être clos avant 17 heures si tous les électeurs inscrits à la section de vote ont participé au vote.

Il est rappelé que le vote est secret. À cette fin, les électeurs, après avoir pris au moins deux bulletins différents pour la CAPN et deux bulletins différents pour la CAPA ainsi que deux enveloppes n° 1 et n° 2, doivent se rendre à l'isoloir.

Pour l'élection à la CAPN, les électeurs insèrent le bulletin blanc de leur choix dans l'enveloppe n° 1 blanche ; ils insèrent ensuite l'enveloppe n° 1 non cachetée dans l'enveloppe n° 2 blanche dont ils remplissent l'ensemble des mentions, qu'ils signent et qu'ils cachètent. Ils accomplissent les mêmes opérations avec le matériel de vote bleu clair, pour leur vote à la CAPA.

Les électeurs se rendent ensuite à l'urne destinée à recueillir les votes pour la CAPN dans laquelle ils insèrent l'enveloppe n° 2 blanche. Ils font de même avec l'enveloppe bleu clair pour voter à la CAPA.

Ils émargent ensuite la liste électorale correspondante.

À l'heure fixée, ou auparavant si tous les élec-

teurs inscrits ont participé au vote, le président de la section de vote, assisté du secrétaire et des représentants de listes éventuels, constate l'heure de clôture qui doit être mentionnée sur le procès-verbal établi pour chaque CAP.

Aucun vote ne peut être effectué après la déclaration de clôture. Toutefois, un électeur ayant pénétré dans la salle de vote avant l'heure de clôture du scrutin peut valablement déposer son enveloppe n° 2 dans l'urne après cette heure.

Des modèles de procès-verbal pour chaque CAP vous seront adressés ultérieurement. Il est souhaitable que, pour le vote à la CAPN et à la CAPA, les listes d'émargement et les procès verbaux mis à la disposition des sections de vote soient de couleurs différentes.

5 - Vote par correspondance

Le vote par correspondance est soit facultatif soit obligatoire. Dans tous les cas, les électeurs procèdent avec les bulletins de vote et les enveloppes des deux couleurs comme pour le vote dans les sections de vote. Au lieu de déposer les deux enveloppes n° 2 dans des urnes, ils les insèrent dans une seule enveloppe préaffranchie (enveloppe n° 3) qu'ils cachètent.

a) votent obligatoirement par correspondance les personnels relevant des sections de vote visées aux c) à g) de l'article 3 de l'arrêté relatif aux élections aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains personnels relevant de la direction des personnels enseignants et au b) de l'article 3 de l'arrêté relatif aux élections aux commissions administratives paritaires des professeurs d'enseignement général de collège.

Le matériel de vote leur est adressé, par la section de vote à laquelle ils sont rattachés, **au plus tard le 4 novembre 2005**, sans demande préalable de leur part. S'agissant de la transmission des votes des électeurs à l'étranger, elle peut être assurée par le biais de la valise diplomatique.

Dans tous les cas, le matériel de vote doit impérativement être expédié à l'adresse personnelle de l'électeur.

Les électeurs peuvent voter à compter du **9 novembre 2005**, date de début de validité des

enveloppes n° 3 "T". L'utilisation de cette enveloppe n'est cependant pas obligatoire.

b) Le vote par correspondance est facultatif pour les autres électeurs. Ainsi, les électeurs inscrits sur les listes électorales des sections de vote votent dans ces sections soit directement, soit, s'ils sont empêchés ou s'ils le souhaitent, par correspondance, en adressant leur envoi à la section de vote dans laquelle ils sont inscrits. Dans ce cas, ils utilisent le matériel de vote mis à leur disposition par le chef de service auprès duquel est placée la section de vote dont ils relèvent (dans le cas d'établissements comprenant des annexes ou des antennes, il appartient au chef de service d'y faire parvenir le matériel de vote dans les meilleurs délais). L'enveloppe d'expédition du vote (enveloppe n° 3) par correspondance sera alors adressée au président de la section de vote par l'électeur.

Les votes qui seraient adressés à une autre section de vote que celle dont dépend l'électeur ne pourront être pris en compte.

c) Il est rappelé que la voie postale constitue le mode unique d'acheminement des votes par correspondance. Les votes par correspondance contenus dans les enveloppes n° 3 qui seraient déposées dans les sections de vote ne pourront pas être pris en compte.

Il est rappelé qu'en application du dernier alinéa de l'article 19 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 et du 2° de l'article 3 de l'arrêté du 23 août 1984, les enveloppes expédiées par les électeurs doivent parvenir à la section de vote avant l'heure de clôture du scrutin, c'est-à-dire avant le 6 décembre 2005 à 17 heures.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur la nécessité de prendre des dispositions, dans l'ensemble des sections de vote, pour que ces enveloppes ne soient pas ouvertes, par les services du courrier notamment, avant le recensement des votes.

Les conditions de réception et de conservation des votes par correspondance doivent être irréprochables. Les dispositions prises à cet effet, après concertation avec les représentants des listes, permettront aux intéressés de s'assurer de la régularité des opérations.

VII - OPÉRATIONS POST-ÉLECTORALES

1 - Recensement des votes

Dès la clôture du scrutin, dans chaque section de vote et après que les listes d'émargement auront été signées par le président de la section de vote et par les représentants des listes présents, il est procédé :

a) au recensement des votes émis directement dans les conditions fixées par le titre III, section A, point 1, de la note de service du 7 juillet 1987 ;

b) au recensement des votes émis par correspondance dans les conditions ci-après précisées.

Le président de la section de vote, en présence de ses assesseurs, procède à l'ouverture des enveloppes n° 3, les trie dans l'ordre alphabétique des votants, émerge, le cas échéant, la liste électorale en lieu et place de l'électeur et introduit l'enveloppe n° 2 dans l'urne.

L'attention des présidents des sections de vote est appelée sur le fait qu'ils ne doivent pas procéder au dépouillement, qui est du ressort des bureaux de vote spéciaux (votes pour les CAPN) et centraux (votes pour les CAPA). Ils ne doivent donc pas ouvrir les enveloppes n° 2 contenant les votes et portant les nom, prénom, corps et signature de l'électeur.

Sont mises à part sans être ouvertes :

- les enveloppes n° 3 parvenues à la section de vote après l'heure de clôture du scrutin, sur lesquelles seront mentionnées la date et l'heure de réception ;

- les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature de l'électeur ou sur lesquelles le nom est illisible ;

- les enveloppes n° 2 multiples parvenues sous la signature d'un même agent. Dans ce cas, le nom de l'électeur expéditeur de ces enveloppes est émarginé sur la liste électorale.

Sont également mises à part sans être ouvertes, les enveloppes émanant d'électeurs ayant voté par correspondance et ayant pris directement part au vote. Dans un tel cas, le vote par correspondance n'est pas pris en compte.

Les opérations de recensement font l'objet, pour chacune des commissions, d'un procès-verbal de recensement signé par le président et

le secrétaire de la section de vote ainsi que par les représentants des listes présents.

Les votes directs et les votes par correspondance ainsi recensés séparément pour chacune des commissions (CAPN et CAPA) et pour chacun des corps sont placés sous plis cachetés. Chaque pli contient les votes (directs et par correspondance sans distinction) d'une CAP d'un corps et comporte l'indication de la commission (CAPN ou CAPA) du corps concerné, la signature du président de la section de vote et celles des représentants des listes présents.

Le 6 décembre 2005, dès la fin des opérations de recensement, les présidents de section de vote procèdent, pour chaque commission administrative paritaire, nationale ou académique, au dénombrement des inscrits et des votants. Ils transmettent immédiatement celui-ci, par voie de l'application Quorum via internet, et par télécopie, les procès-verbaux correspondants aux bureaux de vote spéciaux et centraux chargé du dépouillement.

Sont également joints aux plis :

- l'exemplaire de la liste électorale émarginée par les votants ou, s'agissant du vote par correspondance, par le président de la section de vote. Cet exemplaire de la liste électorale doit être signé par le président de la section de vote et par les représentants des listes présents.

- les exemplaires des procès-verbaux, l'un relatif au recensement des votes directs, l'autre concernant le recensement des votes par correspondance. Sont annexées à ce dernier procès-verbal, les enveloppes qui ont été mises à part. Les procès-verbaux doivent être revêtus des mêmes signatures que celles apposées sur la liste électorale.

2 - Constatation du quorum

Le bureau de vote central du vote à la CAPA et le bureau de vote spécial du vote à la CAPN comprennent chacun un président et un secrétaire ainsi qu'un délégué de chaque liste soumise au vote. Afin de procéder aux opérations de constat du quorum, ces bureaux de vote sont réunis par leur président qui veille, en particulier, à ce que les délégués de liste puissent être présents.

Le bureau de vote spécial créé dans chaque rectorat, pour le vote à la CAPN, transmet impérativement le **8 décembre 2005 au plus tard**, au moyen de l'application Quorum via internet (des instructions vous seront communiquées ultérieurement à ce sujet), au bureau de vote central créé à l'administration centrale, bureau DPE A1, les chiffres de la participation au vote à la CAPN (nombre d'inscrits et de votants).

Le bureau de vote central créé dans chaque rectorat, pour le vote à la CAPA, constate le **8 décembre 2005 au plus tard**, le nombre total d'inscrits et de votants et si le quorum prévu à l'article 23 bis du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 est atteint. Il communique ces résultats, dans les mêmes conditions, pour information, à l'administration centrale.

Le bureau de vote central créé à l'administration centrale fait connaître à chaque bureau de vote spécial si le quorum est atteint pour le vote à la CAPN.

3 - Transmission des plis

Je vous précise qu'en application du quatrième alinéa de l'article 18 du décret du 28 mai 1982, le délai entre la date du scrutin et celle du dépouillement est fixé à trois jours ouvrables. Je vous demande de bien vouloir assurer, dans des conditions offrant toutes garanties, une collecte des plis contenant les votes, auprès de chaque président de section de vote, de manière à ne pas compromettre les opérations de dépouillement. Vous veillerez à ce que les plis contenant les votes soient, jusqu'au jour du dépouillement (c'est-à-dire le 9 décembre 2005), conservés dans un lieu présentant toutes les conditions de sécurité.

4 - Dépouillement

Je vous rappelle qu'en application de l'article 23 bis du décret n° 82-451 du 28 mai 1982, un second tour de scrutin n'est organisé que dans deux cas exclusifs l'un de l'autre : l'absence de liste de candidats au premier tour ou lorsque le nombre de votants est inférieure à la moitié du nombre des inscrits. Dès lors que ce quorum

n'est pas atteint, le dépouillement du premier scrutin n'est pas mis en oeuvre.

Si le quorum est constaté, pour chacun des deux votes, ou pour seulement l'un d'entre eux, les bureaux de vote spéciaux et centraux se réuniront le **9 décembre 2005**, dans les mêmes conditions que pour la constatation du quorum, pour procéder au dépouillement des votes aux CAP nationales et académiques, après vérification de l'arrivée de tous les envois, selon les modalités suivantes.

Les bureaux de vote spéciaux, pour les votes aux CAPN, et les bureaux de vote centraux, pour les votes aux CAPA, déterminent le nombre total de suffrages valablement exprimés ainsi que le nombre de voix obtenues par chaque liste.

Je vous rappelle que les votes des électeurs régulièrement inscrits sur la liste électorale qui ont participé au vote mais qui ont perdu la qualité d'électeur avant le 6 décembre 2005 doivent être annulés.

En application du 4° de l'article 4 de l'arrêté du 23 août 1984, les votes par correspondance parvenus dans les sections de vote après l'heure de clôture du scrutin seront renvoyés aux intéressés avec l'indication de la date et de l'heure de réception.

Lorsque plusieurs tables de dépouillement sont utilisées, l'administration doit être représentée à chacune d'elles. Elle doit offrir à un représentant mandaté de chaque liste la possibilité de surveiller les opérations. Le principe d'égalité de traitement des organisations syndicales ayant présenté une liste doit être respecté au cours de toutes les opérations de dépouillement. L'ensemble des opérations électorales doit être organisé de manière à permettre une comptabilisation des votes par département et, en outre, pour chaque département, une comptabilisation distincte, par corps et par type d'établissements (collèges, lycées, lycées professionnels, établissements d'éducation spéciale) des votes de personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation. Les votes des personnels affectés dans les établissements d'enseignement supérieur doivent faire l'objet d'une comptabilisation distincte.

Compte tenu des délais nécessaires à la collecte des résultats des CAPN, au plan national, vous commencerez par procéder au dépouillement de ces commissions.

5 - Répartition des sièges

Toutes les précisions concernant les modalités d'attribution des sièges figurent à l'article 21 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982. Il convient également de se référer à la circulaire du 23 avril 1999.

Dans l'hypothèse où aucune liste n'a présenté de candidat pour un ou plusieurs grade(s) du corps, deux conséquences doivent en être tirées. Première conséquence, la désignation des représentants du personnel dans ces grades a lieu par voie de tirage au sort parmi les fonctionnaires du ou des grades considérés (article 21, b) du décret du 28 mai 1982) ; si les fonctionnaires ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration qui seront nécessairement titulaires d'un grade égal ou supérieur. Seconde conséquence, pour l'attribution des sièges par la voie de l'élection, le quotient électoral est calculé en retenant les seuls sièges pour lesquels des candidatures ont été présentées, sans tenir compte de ceux devant être pourvus par tirage au sort.

6 - Proclamation des résultats

a) Les présidents des bureaux de vote spéciaux, chargés du dépouillement des votes aux CAPN établiront, en deux exemplaires (l'un conservé au rectorat, l'autre destiné à l'administration centrale), les procès-verbaux de ces dépouillements, et communiqueront immédiatement les résultats au bureau de vote central créé à l'administration centrale au moyen de l'application Résultats via internet et par courrier (envoi d'un exemplaire de chaque procès-verbal sous pli scellé).

Des précisions vous seront transmises ultérieurement sur la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de saisie et de transmission des résultats du scrutin.

Le bureau de vote central du vote aux CAPN proclamera les résultats de ce vote les **5 et 6 janvier 2006**.

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de **cinq jours à compter de la proclamation des résultats**, devant le ministre puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative (article 24 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982). Dans l'hypothèse où une contestation des résultats vous serait adressée directement, il vous appartiendrait de la transmettre (en conservant copie de cette contestation), accompagnée de vos observations, au bureau DPE A1. En aucun cas, une réponse à une contestation des résultats ne doit être faite par une autorité autre que ministérielle.

b) Pour les commissions administratives paritaires académiques, après la répartition des sièges et la signature des procès-verbaux, en deux exemplaires (l'un conservé au rectorat, l'autre destiné à l'administration centrale), les présidents des bureaux de vote centraux proclameront les résultats entre le 9 et le 12 décembre 2005, à l'issue du dépouillement des votes.

Les résultats devront être immédiatement affichés et communiqués à l'administration centrale au moyen de l'application Résultats via internet et par courrier (envoi d'un exemplaire de chaque procès-verbal sous pli scellé).

Je vous rappelle que la date d'entrée en fonctions des commissions administratives paritaires nationales et académiques est fixée au 1er mars 2006.

Toutes questions relatives à l'application de la présente annexe technique seront soumises à la direction des personnels enseignants, sous-direction des statuts et de la réglementation, bureau DPE A1 (télécopie 01 55 55 46 51).

A

nnexe A

CALENDRIER EN CAS DE SECOND TOUR

OPÉRATIONS	LORSQUE AUCUNE LISTE N'A ÉTÉ DÉPOSÉE PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES REPRÉSENTATIVES AU 1 ^{ER} TOUR	LORSQUE LE QUORUM REQUIS N'EST PAS ATTEINT
Date et heures limites de dépôt des listes de candidats et d'un exemplaire de profession de foi au bureau DPE A1 pour les commissions administratives paritaires nationales, dans les rectorats d'académie pour les commissions administratives paritaires académiques. Dépôt des exemplaires des listes de candidats. Affichage des listes de candidats. Dépôt éventuel des professions de foi sous forme électronique pour les élections aux CAPN.	Lundi 10 octobre 2005 à 17 heures	Vendredi 9 décembre 2005 à 17 heures
Date et heure limites pour le dépôt des maquettes de bulletin de vote.	Mardi 11 octobre 2005 à 17 heures	Lundi 12 décembre 2005 à 17 heures
Date d'ouverture des plis contenant les professions de foi.	Mardi 11 octobre 2005	Lundi 12 décembre 2005
Date limite pour l'affichage des listes électorales dans les sections de vote.	Mardi 18 octobre 2005 (Lundi 24 octobre 2005 pour le rectorat de la Réunion)	Lundi 12 décembre 2005
Date et heure limites de dépôt des exemplaires des professions de foi aux rectorats d'académie et au ministère.	Vendredi 21 octobre 2005 à 17 heures	Vendredi 16 décembre 2005 à 17 heures
Récupération dans les services par le prestataire du matériel de vote obligatoire par correspondance.	Du mercredi 26 octobre 2005 au vendredi 4 novembre 2005	Du mardi 27 décembre 2005 au jeudi 5 janvier 2006
Date limite pour l'envoi du matériel de vote aux sections de vote.	Vendredi 4 novembre 2005	Jeudi 5 janvier 2006
Date à partir de laquelle les professions de foi électroniques pourront être consultées sur le site internet du ministère de l'éducation nationale.	Jeudi 10 novembre 2005	Jeudi 5 janvier 2006
Date limite pour l'affichage des listes de candidats et des professions de foi dans les sections de vote.	Mardi 15 novembre 2005	Lundi 9 janvier 2006
Scrutin, recensement des votes émis directement et des votes par correspondance par le président de la section de vote et transmission aux bureaux de vote chargés du dépouillement.	Mardi 6 décembre 2005	Mardi 31 janvier 2006
Dépouillement des votes par les bureaux de vote chargés du dépouillement.	Vendredi 9 décembre 2005	Vendredi 3 février 2006
Proclamation des résultats aux élections des commissions administratives paritaires académiques par les rectorats.	Du vendredi 9 décembre 2005 au lundi 12 décembre 2005	Du vendredi 3 au lundi 6 février 2006
Proclamation des résultats aux élections des commissions administratives paritaires nationales par le ministère de l'éducation nationale.	Jeudi 5 et vendredi 6 janvier 2006	Jeudi 16 et vendredi 17 février 2006

Annexe B

MODÈLE DE BULLETIN DE VOTE

Élections à la commission administrative paritaire (nationale ou académique) des (corps)
Scrutin du (date)

Liste présentée par : (nom du syndicat)

Intitulé, le cas échéant, de l'union à caractère national à laquelle est affilié le syndicat

Nombre de titulaires, nombre de premiers suppléants, nombre de deuxièmes suppléants
ou

Nombre de titulaires, nombre de suppléants

Nom prénom discipline (*) affectation
Grade (indiquer pour chaque corps les intitulés du grade)

(*) la mention relative à la discipline est facultative.

A

nnexe informatique

ANNEXE INFORMATIQUE COMMUNE AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DES PERSONNELS ENSEIGNANTS DES PREMIER ET SECOND DEGRÉS, D'ÉDUCATION ET D'ORIENTATION

Cette annexe a pour objet de préciser les modalités de transmission et d'échange des documents nécessaires au déroulement des élections pour les CAP (matériel de vote, professions de foi, listes électorales) entre l'administration centrale, les rectorats, les inspections académiques et les organisations syndicales.

I - Dispositions relatives aux commissions administratives paritaires nationales

1 - Matériel de vote transmis par les organisations syndicales à l'administration centrale

Les listes de candidats et les bulletins de vote, transmis par support électronique de type messagerie ou support informatique de type cédérom, doivent être au format PDF ou à défaut au format Word (version PC uniquement).

2 - Professions de foi transmises par les organisations syndicales à l'administration centrale

Les professions de foi, au format PDF ou à défaut au format Word (version PC uniquement), sont transmises selon les mêmes modalités décrites ci-dessus pour le matériel de vote.

Les professions de foi sur support papier comme celles transmises selon les indications ci-dessus et consultables sur le site du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche doivent être rigoureusement identiques.

3 - Adresses pour transmission ou téléchargement des documents

a) À disposition des organisations syndicales
Les adresses électroniques dédiées aux échanges seront communiquées dès le mois de septembre aux organisations syndicales, sur leur demande, par la cellule informatique de la direction des personnels enseignants.

b) À disposition des services académiques
Les documents relatifs aux élections seront téléchargés sur le site professionnel de la direction des personnels enseignants. L'adresse du site ainsi que les modalités d'échanges seront

communiquées dès le mois de septembre par le même service.

II - Autres dispositions

1 - Listes électorales

Les listes électorales seront mises impérativement et sans restriction à la disposition des organisations syndicales au plus tard le 13 octobre 2005, sous la forme d'un fichier avec séparateurs (compressé et ouvrable sous Excel), par les services académiques, au travers de leurs sites intranet respectifs pour téléchargement. Le fichier contiendra les champs suivants : civilité, nom d'usage, nom patronymique, prénom, corps*, grade, affectation(s), code et adresse de l'établissement.

Un identifiant avec mot de passe sera communiqué par les services académiques aux organisations syndicales sur leur demande expresse pour accéder au site de téléchargement.

2 - Site intranet

Un espace spécifique aux élections sera mis en place sur l'intranet professionnel de la direction des personnels enseignants. Il permettra aux services académiques d'accéder à une rubrique questions-réponses et à la documentation nécessaire à la bonne réalisation des élections (Textes, Mémento...), ainsi qu'à un espace de téléchargement des professions de foi et listes de candidats...

Les organisations syndicales auront également accès aux principales questions-réponses.

L'adresse du site vous sera communiquée également dès le mois de septembre.

Pour tout renseignement complémentaire relatif à cette annexe informatique, vous pouvez prendre l'attache du responsable de la cellule informatique de la direction des personnels enseignants au 01 55 55 40 54, télécopie : 01 55 55 40 22 et à l'adresse électronique suivante : ange.simon@education.gouv.fr.

* pour le second degré uniquement